

L'Occident

défense de

Maurice BARDECHE :

Sur un article de la revue « Esprit »

●

K. H. WERDORF :

L'Occident a-t-il appliqué les accords d'Helsinki ?

●

Jean LOMBARD :

Après les élections américaines

●

X X X :

Une étude sur les Juifs de Pologne et d'U. R. S. S.
pendant la deuxième guerre mondiale (I)

●

Daniel COLOGNE :

La pensée de Giorgio Freda

●

Michel PELTIER :

L'Occident taupinière

A nos abonnés

En raison des restrictions que l'augmentation des prix impose à notre tirage, nous demandons à nos abonnés de bien vouloir régler le montant de leur abonnement dès réception de la bande d'envoi qui leur en indique l'expiration. Il ne nous est plus possible de continuer le service, comme nous le faisons, à des abonnés négligents ou absents pour ne pas interrompre leur collection. Un rappel est envoyé dix jours après la réception du numéro, un second rappel dix jours plus tard. Si vous recevez un rappel après avoir envoyé le montant de votre abonnement, ne prenez pas la peine de nous écrire, c'est tout simplement parce que nous ne pouvons pas relever tous les jours le courrier de notre boîte postale : la rectification est faite automatiquement. En cas de changement d'adresse, joignez trois timbres pour l'établissement d'un nouveau stencil à votre nom. En cas de désabonnement ou de renvoi de nos circulaires, ne manquez pas d'indiquer votre nom et votre numéro d'abonné. Merci.

D. O.

Défense de l'Occident

Revue Mensuelle — Nouvelle Série — 29^e Année

DECEMBRE 1980 — N° 179

SOMMAIRE

- M. B. :
*De Cotuche, de Caligula,
et de quelques autres sujets* 3
- Jean LOMBARD ::
Après les élections américaines 8
- K. H. WERDORF :
L'Occident a-t-il appliqué les accords d'Helsinki? 26
- X X X :
*Une étude sur les Juifs de Pologne et d'URSS
pendant la deuxième guerre mondiale (I)* .. 37
- Maurice BARDECHE :
Sur un article de la revue « Esprit » 48
- Daniel COLOGNE :
*La Pensée de Giorgio Freda : valeur et limites
d'une hypothèse stratégique* 61
- Michel PELTIER :
L'Occident taupinière 69
-

Nouvelle adresse : B.P. 97, 75962 Paris-Cedex 20 - C.C.P. 63 35 65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement
à votre REVUE DEFENSE DE L'OCCIDENT
à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix du numéro	12 F.
Abonnements — 1 an (10 numéros)	100 F.
Etranger — 1 an (10 numéros)	110 F.
<i>Abonnements spécial étudiants, lycéens, travailleurs sans emploi</i>	50 F.
Abonnement de soutien	200 F.

Paiement par mandat, chèque bancaire ou virement postal
adressé à « *Défense de l'Occident*
B. P. 97, 75962 PARIS CEDEX 20

De Coluche, de Caligula, et de quelques autres sujets

L'empereur Caligula voulait faire son cheval consul ; le cabinet de l'Elysée ne veut pas que Coluche soit candidat à l'Elysée. Deux extrêmes qui paraissent contraires et qui, en réalité, sont semblables. La démocratie arrive à l'absurde comme sous l'empire romain le pouvoir absolu. Tout pouvoir en décadence finit par se contredire par ses actes. On s'aperçoit que la voix est creuse.

C'est que l'élection plébiscitaire du Président de la République était une idée fausse, comme toutes les autres idées du Général de Gaulle : le gouvernement fantôme à l'étranger, idée fausse du patriotisme, la capitulation devant les rebelles, idée fausse de la décolonisation, le plébiscite sur un homme, idée fausse de la dictature qui ne peut reposer que sur un consensus du dégoût, sur une idée, non sur un homme. Et surtout pas sur un homme parce qu'il est le moins mauvais. Un président élu par 55 % des suffrages exprimés par 55 % des électeurs n'est élu que par 30 % du pays. Quelle est alors son autorité morale ? Du fait du plébiscite, son pouvoir obnubile les autres pouvoirs. Mais il ne peut en faire qu'un usage modéré parce qu'il est mal élu. C'est du fascisme avorté, un régime autoritaire sans mystique, sans élan, sans pensée : un faux franquisme, sans le prestige de la reconquête.

La déconsidération, alors, ne vient pas de l'usure du pouvoir : elle a pour origine l'incivisme. Et cet incivisme lui-même est le résultat d'un régime malhonnête. Deux fois malhonnête : par la falsification de la loi électorale qui ne permet jamais aux électeurs d'exprimer leur volonté, mais les forces à voter pour le moins mauvais, et par la falsification de la démocratie qui ne laisse jamais le pays décider de son destin, mais lui impose un choix en noir et blanc, non entre deux formes de son avenir, mais entre deux équipes de politiciens.

Par où il est clair que la démocratie est inviable dans le monde moderne. Tout choix global est trop complexe : sa signification échappe à l'électeur qu'on interroge, et qu'on préfère, en fait, ne pas interroger. Comment choisir entre les deux grandes voies du libéralisme et du protectionnisme ? Le libéralisme nous ruine, le protectionnisme risque de nous stériliser. Et, au-delà de ce choix, l'exemple du Japon domine tout. Mais qui aura la force de conduire nos pays malades dans la voie d'une réforme morale qui peut seule assurer notre prospérité et notre avenir dans l'une et l'autre des deux conceptions de l'économie mondiale ? Et qui peut même le proposer ? Le principe de toute démocratie est le choix du moindre effort, et non l'honneur, comme l'affirmait Montesquieu, théoricien sournois.

*
**

L'élection présidentielle en France n'est d'ailleurs qu'une péripétie de peu de conséquence sur les événements de demain. De ce que fera ou ne fera pas la nouvelle équipe américaine dépendent malheureusement notre tranquillité et peut-être notre liberté. Mais dans ses décisions, que d'incertitudes, que de contradictions, que de perspectives d'immobilisme ! Des apparences qui seront trompeuses, des résolutions qui seront éphémères. En Europe, nous sommes dépendants des Etats-Unis, mais les Etats-Unis sont aussi dépendants de nous. Car nous ne pouvons assurer la défense militaire de l'Europe sans eux, c'est vrai : mais ils ne peuvent pas non plus abandonner l'Europe, ses industries, sa technologie, sa puissance, sans donner à l'U. R. S. S. le moyen sûr de les écraser quelque jour. Au Moyen-Orient, même embarras, même impossibilité d'en sortir : si l'objectif est d'assurer au monde libre son ravitaillement en pétrole, quelle étrange conduite que d'être l'allié d'Israël et de l'Egypte qui n'ont pas de pétrole et de se comporter en ennemis de ceux qui en ont ! Réarmer les Etats-Unis, c'est le grand projet, et c'est indispensable : mais est-il sage, est-il réaliste de promettre des diminutions massives des impôts et des taxes en présence d'un tel budget ? Tout est possible à

ce pays aux ressources infinies et aux réveils parfois étonnants. Mais tout est-il possible au gouvernement américain ?

Les gouvernements européens pourront-ils continuer longtemps à loucher entre Washington et Moscou ? Depuis trente-cinq ans, ils jouent notre destin coup par coup, sans dessein et sans doctrine, et sans parvenir à se donner les forces qui leur permettraient d'être capables d'avoir l'un et l'autre. La paix qui règne jusqu'à présent n'est pas de leur fait : ils la souhaitent et en même temps ils la subissent. Ils ont l'œil fixé sur le baromètre de leur déficit commercial et cette contemplation les hypnotise et les empêche de voir les autres périls. Ils saluent l'énergie américaine, mais ils espèrent au fond de leur cœur que se perpétue l'immobilisme américain qui leur permet de se cacher la tête dans le sable pour ne pas voir les nuages qui annoncent la tempête.

*
**

Il y a toutefois, une loup dans la bergerie, qui pourrait bien être la vedette sur l'affiche de l'année qui va s'ouvrir. On croyait le Japon converti à l'idéal démocratique au moyen d'une de ces médecines qui ne s'oublent pas. C'était une erreur. Le Japon respecte bien les règles visibles de la communauté démocratique, mais il ignore et même il bafoue les règles secrètes qui maintiennent en paix et en bonne humeur les démocraties libérales. Car la règle essentielle du libéralisme n'est pas, comme le croient des esprits superficiels, la libre circulation des marchandises. Non : c'est une règle plus subtile qui exige, pour que tous les peuples aient une chance égale dans la concurrence commerciale, qu'ils aient tous un chiffre égal de grèves, un niveau égal d'absentéisme, un même pourcentage de chômeurs, les mêmes charges parafiscales, un même nombre de parasites et les mêmes sujets de mécontentement. Comme la mauvaise monnaie chasse la bonne, la mauvaise organisation, pour que l'égalité soit parfaite, doit atteindre au même degré tous les États de la communauté des nations libres. Et l'idéal, entre les nations comme entre les hommes, serait que nous soyons tous alignés sur le dernier de la classe.

Il est trop clair que le Japon n'applique pas ce programme. On le lui reproche avec un début d'aigreur. Mais bientôt maîtra l'indignation. L'ardeur au travail, la conscience professionnelle, le zèle, l'élitisme, le refus de la lutte des classes, sont d'un mauvais exemple. Le Japon n'est pas vraiment démocratique dans le fond de son cœur et dans sa conduite de chaque jour. Faudra-t-il lui faire la guerre pour « non conformisme moral » ? Après tout, n'est-ce pas ce que les nations démocratiques reprochaient déjà à l'Allemagne nationale-socialiste ? Une déclaration de guerre au Japon arrangerait, en outre, bien des difficultés : elle permettrait un blocus bien utile, la saisie des tankers se dirigeant vers le Japon, la main-mise sur les participations que les Japonais possèdent dans les pays billigérants, et enfin le boycott des produits japonais, sans aucune entorse aux sacrosaints principes du libéralisme et simplement en application de la Convention de Genève. Ces mesures énergiques auraient encore l'avantage de rappeler aux Japonais qu'un pays insulaire, même s'il est pacifique, doit toujours consacrer une bonne partie de son revenu à sa marine de guerre, au lieu de construire stupidement des automobiles qui ruinent d'honnêtes industriels continentaux.

Les pays européens, qui font partie du groupe de tête des nations produisant le désordre et l'impuissance, se trouveraient spontanément unis dans cette croisade et s'honoreraient en ne tolérant pas le triomphe insolent de vertus réactionnaires qui représentent un recul de la culture et de la liberté. Voilà, au moins, une initiative qui est à notre portée. Dans une année maussade, c'est une consolation.

*
**

Au moment où j'écris ces lignes, personne ne peut savoir quel sera le destin de la Pologne. Mais ce qui est sûr, c'est que la presse occidentale est aussi niaise devant l'événement que les gouvernement du « monde libre » sont impuissants devant lui.

Il est clair et il devrait être évident pour tout le monde que la dictature communiste, partout où elle existe, est un

régime d'asseroissement de la classe ouvrière. Ce qui se passe en Pologne prouve seulement que, même dans le parti communiste, il y a des gens qui sont gênés par cette situation. Il n'est pas moins clair et pas moins évident que, dans un pays communiste, le parti communiste ne peut tolérer l'existence d'aucun contre-pouvoir. Quelle que soit la sympathie que peut inspirer la lutte des ouvriers polonais pour instituer un contre-pouvoir syndical, cette lutte est vouée à l'échec, à un échec rapide et dramatique ou à un échec plus tardif, plus dissimulé, mais non moins certain.

Il est tout aussi évident que les gouvernements du « monde libre » sont impuissants devant cette situation comme ils l'étaient il y a vingt ans. Le gouvernement américain roule de gros yeux et exprime un vertueux mécontentement. Mais ses déclarations n'ont qu'un sens clair et précis qui est : « Nous ne ferons pas la guerre si l'URSS intervient militairement en Pologne. » Le gouvernement américain a probablement d'excellentes raisons actuellement de ne pas dépasser le stade du verbalisme : on le verra par l'article de Jean Lombard que nous publions plus loin. Mais il est sûr, en tous cas, que cette attitude réservée ne doit pas impressionner beaucoup le Politbüro qui pense, à juste titre, que l'intervention en Pologne, comme jadis l'intervention à Berlin ou à Prague, comme aujourd'hui l'invasion de l'Alghanistan, sera oubliée dix-huit mois ou deux ans plus tard. Alors pourquoi tout ce cirque ? Les ouvriers des pays satellites — qui restent, d'ailleurs, attachés au socialisme marxiste — ne seront délivrés de leur esclavage que lorsqu'on pourra dire au gouvernement soviétique que le jour de l'entrée des chars soviétiques en Pologne ou ailleurs sera le premier jour de la troisième guerre mondiale. C'est un langage dangereux, mais c'est le seul langage réaliste — et probablement le seul qui puisse faire reculer l'armée soviétique. Mais qui a envie de « mourir pour Dantzig » ? C'est en 1939 que les démocrates ont condamné le peuple polonais. Par sottise, et, hélas, sans appel.

M. B.

Après les Elections Américaines

De Carter à Reagan. D'un clown à un acteur. L'Amérique, qui n'a plus pratiquement de président depuis le Watergate, va-t-elle pouvoir en retrouver un ? Las d'un Carter qui, sorti du cirque de la Convention démocrate, est resté au pouvoir un clown subordonnant son action, soit à la pression de la haute Finance et de la Commission Trilatérale, soit à de bas soucis électoraux, le peuple américain l'a chassé ignominieusement le 4 novembre, en ne lui accordant que 49 mandats de grands électeurs contre 489 et 34.913.332 voix (41 %) contre 43.201.220 (51 % à Reagan et à Anderson aucun mandat et seulement 5.581.379 voix, 7 %) alors que 47,1 % des électeurs — au lieu de 45,7 % en 1976 — restaient chez eux.

Depuis le début de la campagne présidentielle, ce raz de marée, à la fois nationaliste et populiste, après avoir suscité la candidature de Connally comme un défi au tout-puissant lobby sioniste, avait provoqué de violentes attaques de Reagan en personne, dénonçant nommément (le 7 février à Mâcon, Géorgie) 18 des 19 membres de l'entourage mondialiste et trilatéraliste de Carter (un article dans le même sens sera écarté de justesse du programme républicain), comme responsable du recul américain en matière d'armements, de l'abandon des positions occidentales en Afrique, de l'imbroglio iranien et d'une incohérente politique financière et économique, alors que le président en exercice disposait théoriquement d'une ample majorité tant au Sénat qu'au Congrès.

Redoutant que Reagan et ses conseillers personnels ne parviennent à imposer ces nouvelles tendances populaires, au fur et à mesure que son prestige augmentait, « l'Est-

blishment » se sentant menacé, s'efforçait de freiner le mouvement et de truffer son équipe d'éléments libéraux déguisés en conservateurs, sous prétexte de renforcer sa position électorale dans les Etats de l'Est. C'est ainsi que, lors de la Convention républicaine de Détroit, une première tentative de placer Ford auprès de lui comme un véritable co-président (poste non prévu par la Constitution américaine) flanqué de ses propres collaborateurs aux portefeuilles-clés du Département d'Etat (Kissinger), de la Défense et des Finances, permit d'introduire auprès de lui Georges Bush comme vice-président. Ayant pris l'engagement formel (le 23 février, lors d'un débat au « Nashua Telegraph ») de ne pas rappeler Kissinger, d'ailleurs hué par la convention, car l'étiquette de « Soviet agent » que lui décocha le courageux Frank Cappell, lui est demeurée accrochée au paletot, Reagan a résisté aux instances de John Lehman (C. F. R., c'est-à-dire membre du Concil of Foreign Relations, mondialiste) et du directeur de sa campagne William J. Casey (également C. F. R.) en faveur de « dear Henry » et préféré appeler auprès de lui « in extremis » (le 16 juillet, entre 21 heures et 22 h. 30, alors qu'il faisait déjà ses bagages) George Bush, son rival, dénoncé jusque-là comme un « trilatéraliste démissionnaire, honteux », donc indigne d'être président et devenu soudain apte à la vice-présidence.

Sous quelles influences ? Celle de Roy Cline, ex-directeur-adjoint de la C. I. A. sous les ordres de George Bush (la reconstitution indispensable de la C. I. A. étant à l'ordre du jour), et probablement aussi celle de Jack Kemp (rép. de New-York) partisan d'une politique musclée en faveur d'Israël (inspirée par John Churba — ex-chef du S. R. de l'Air de la région et l'un des fondateurs de la « Jewish Defence League ») et aussi d'un consensus entre les deux grands partis en matière de politique étrangère. Position qui, après avoir rallié certains démocrates, explique le choix de trois d'entre eux (dont Henry Jackson, pivot du « lobby sioniste » et d'un anti-communisme frisant le bellicisme) comme membres de l'équipe de transition formée sous la direction des deux avocats, « managers » de la

campagne électorale de Reagan, William Casey et Edwin Meese (6 novembre).

*
**

Tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, Reagan, président désigné pour entrer en fonction le 20 janvier 1981, hérite d'une situation singulièrement obérée. Dans quelle mesure pourra-t-il résoudre les problèmes cruciaux qui se posent à lui, en appliquant le programme approuvé à Détroit par le parti républicain, que ses partisans — dont beaucoup ne lui font pas une confiance aveugle (compte tenu de son comportement comme gouverneur de la Californie pendant huit ans), exigeront de lui. Cela d'autant plus facilement qu'ils disposent de la majorité au Sénat (où 34 sièges dont 24 démocrates étaient en jeu) avec 52 sièges contre 41, après avoir éliminé presque tous les chefs progressistes (George Mc Govern, candidat à la présidence en 1972 (Sénateur du Dakota) ; Frank Church (Idaho) président de la Commission des A. E. ; Warren Magnusson (Washington), président des Voies et Moyens du Budget ; Gaylord Nelson (Wisconsin) ; John Culver (Iowa) ; John Durkin (New-Hampshire) ; et Byrch Mayle (Indiana) tandis que Jacob Javits, un ex-communiste déguisé en républicain, sioniste de choc et belliciste déclaré, mordait la poussière ; qu'ils ont rétabli au Congrès leur position antérieure au Watergate, avec 192 sièges contre 243, dans un premier bond de 33, avec seulement 26 sièges à conquérir encore pour disposer d'une majorité dans deux ans ; et qu'ils ont gagné 4 postes de gouverneurs (sur 13 soumis à réélection, ce qui leur confère le contrôle de 23 États sur 50, l'héritier des Rockefeller (ou Steinhauer), Jay ayant conservé le sien en Virginie de l'Ouest, qui lui a coûté 9,4 millions de dollars.

*
**

Premier problème intérieur : la situation financière et économique. Pour comprendre sur ce point la révolte de

l'électeur et contribuable moyen, il suffit de consulter les chiffres. Et d'abord ceux d'un budget, doublé en dix ans de 82,6 Mrds de dépenses en 1958 à 178,8 en 1968), triplé en quinze (247,1 en 1973), quadruplé trois ans plus tard (366,4 en 1976), plus que quintuplé deux ans après (450,8 en 1978) pour atteindre 633,8 Mrds de dépenses fédérales en 1981. Ce qui veut dire qu'en moins d'un quart de siècle (24 ans) il a été multiplié (sans conflit généralisé) par 7,68. Entre 1971 et 1980, les prix de détail ont presque doublé en moins de dix ans, la hausse atteignant 94,9 %, c'est-à-dire qu'un dollar 1971 ne vaut plus que 51 cents.

Faut-il s'étonner que, s'adressant le 9 septembre à l' « International Business Council » à Chicago, Reagan ait qualifié la gestion de Carter de « tragédie pour l'Amérique » tout en concrétisant la sienne en cinq points : I) contenir la croissance des dépenses gouvernementales ; II) réduire les impôts directs personnels ; III) encourager la reprise économique ; IV) maintenir une politique monétaire stable ; V) suivre une politique économique constante. Dans ce sens, le programme adopté à Détroit comporte : l'équilibre du budget, rendu obligatoire s'il le faut par un amendement à la Constitution (avec la seule exception de cas d'urgence nationale, reconnu par une majorité des deux tiers), assuré, non par une augmentation des charges fiscales (1) mais par une réduction des dépenses gouvernementales et une plus grande croissance économique.

Les premières réductions envisagées seraient la suppression du ministère fédéral de l'Éducation, récemment créé, avec un budget de 15,5 Mrds et 17550 fonctionnaires, prétendant contrôler dans le sens de la « Nationale Education Association » 152 programmes, département considéré comme restreignant les droits des États et la liberté des parents, en maintenant le régime de « mixer » so-

(1) On reproche à Reagan, durant ses huit ans de gestion de la Californie, d'avoir augmenté les impôts de 21 Mrds de dollars, en élevant les taux de 7 à 11 % sur les personnes et de 5,5 à 9 % sur les sociétés, et d'avoir ainsi provoqué trois ans après une révolte des contribuables et le déclenchement du mouvement pour la proposition N° 13.

cial du « *busing* » (transport d'élèves noirs dans les quartiers blancs et vice-versa) et en imposant des règlements nuisibles aux écoles privées.

Et peut-être celle de l'Office de l'Energie, afin de rendre à l'initiative privée les moyens de résoudre le problème, alors que les projets de Carter ont été déjà très largement modifiés avant d'être adoptés par le Congrès. Mais ne vait-on pas se heurter à un obstacle nouveau, constitué par la nomination à la tête de la très puissante Synthetic Fuels Corp., disposant d'un fonds de 20 Mrds, de l'un des hommes de Rockefeller, John C. Sawhill (C. F. R. et Trilatéral) secrétaire-adjoint du Département de l'Energie (auteur d'un rapport de 92 pages sur la transition en matière d'Energie à la Trilatérale en 1978), attentif à éviter toute action nationale unilatérale et à défendre les intérêts charbonniers des grandes compagnies pétrolières contre la menace que représente pour elles la production d'éthanol moins corrosif que le méthanol, — 100 M. de gallon susceptible d'être mélangés à l'essence à partir de 1982, produit à base de maïs par l'Association des fermiers de Minneapolis et du Missouri, avec une mise de fonds de 150 millions de dollars, sous la direction du hollandais Hein I. Koolsbergen, un pionnier de l'exploitation des Shistes bitumineux — le méthanol étant beaucoup plus coûteux, de l'ordre de 2 milliards de dollars. Une affaire qui constituera un test du degré d'indépendance de Reagan, vis-à-vis de la haute finance et des grandes compagnies.

La deuxième série de mesures envisagées seraient destinées à ranimer l'économie, en s'inspirant, non plus de lord Keynes, favorable à l'intervention de l'Etat-Providence, afin de stimuler directement la consommation, mais des idées du groupe du professeur Hans F. Seenholz (Laffer, Feldstein, Boskin) tendant à recourir à des moyens indirects pour stimuler la production par des diminutions d'impôts et des encouragements aux investissements. D'où les propositions du programme républicain : réduire les taux de l'impôt personnel sur le revenu en l'abaissant de 14 à 70 % à 10 à 50 %, et pour la première année d'opérer une réduction de 10 %. Le fait que le budget (septembre 1980-

81) est déjà en cours et le prochain déjà en préparation pourra gêner l'introduction des mesures souhaitées ou au moins les retarder.

Mais, ni le programme Reagan, ni celui de son parti n'abordent un sujet essentiel, celui de l'impact sur l'économie mondiale de la masse de fortune « anonyme et vagabonde » (800 Mrds d'eurodollars dont 170 de pétrodollars, le reste provenant des disponibilités des multinationales et des droits de virement spéciaux, fruit d'une inflation nouvelle, celle des réserves) qui fausse les rapports de change. Pourtant l'expérience de ces dernières semaines aux Etats-Unis — qui n'échappe pas au secrétaire Miller si Paul Volcker au Federal Reserv prétend l'ignorer — démontre qu'une diminution des taux d'intérêt (maintenus artificiellement élevés afin d'attirer ou de retenir cette masse spéculative, symbole d'un crédit non plus national mais mondialiste) de 20 % à 10 % a été immédiatement suivie d'un début de reprise, arrêtée à nouveau par une remontée des taux à plus de 15 % (répondant au retrait de capitaux et d'or arabes), tandis qu'à cette nouvelle vague résistent difficilement les taux modérés de 5 à 6 %, gains de l'activité économique allemande et japonaise.

Considérant une plus large distribution de la propriété privée comme la pierre angulaire des libertés américaines, le programme républicain comporte en outre une plus grande compétence des Etats en matière sociale, la défense de la médecine privée contre les menaces de socialisation, celle de la famille contre les déviations progressistes (homosexualité, avortement, etc.), et jusqu'au droit individuel des Américains à se défendre avec leurs armes personnelles en cas de besoin (un privilège très « middle West »).

L'avenir dira si les conseillers économiques de Reagan sont les plus qualifiés pour défendre les classes moyennes qui constituent la masse de ses électeurs (y compris 44 % de « cols blancs », et Carter 49 %, au lieu de 62 % en 1976) et pour jouer le rôle d'arbitres entre libéraux et radicaux. Recrutés pour la plupart dans l'entourage de Nixon, ils s'appellent George Shultz et William Simon (ex-secrétaire au Trésor) Charles Walker (ex-secrétaire adjoint), Alan

Greenspan (ex-président du Conseil d'Experts), James Lynn (de l'O. M. B. et C. F. R.), Caspar Weinberger (de l'O. M. B., successivement à la Santé, à l'Education, membre à la fois du C. F. R. et de la Trilatérale), Walter B. Wriston (de la City Bank) et Jack Kemp (rép. de New-York, donc englué dans le lobby sioniste). Ne sont-ils pas trop proches de la haute Finance, des grandes compagnies et des avocats d'affaires, conseils des spéculateurs de Wall Street, que les dirigeants américains ont trop tendance à confondre avec de vrais économistes ?

*
**

Et pourtant, du succès de ce redressement financier et économique dépend le rétablissement du potentiel militaire des Etats-Unis, de leur prestige dans le monde et de leur capacité de défendre l'Occident. Répondant au rêve mondialiste de faciliter la détente, de rapprocher les blocs antagonistes par un partage d'influence avec l'U. R. S. S. et une pénétration économique en Chine, cet affaiblissement délibéré de la puissance militaire des Etats-Unis a été l'œuvre du groupe de Pugwash (créé par Cyrus Eaton, premier « patron » de Kissinger avant Nelson Rockefeller), du « Council on Foreign Relations » (C. F. R.) et de ses agents Robert Mc Namara (depuis directeur du F. M. I. qu'il va quitter) et de son adjoint Roswell Gilpatrick, auteur d'un article sur le sujet dans la revue « Foreign Affairs » en 1964, dans le sens du rapport conjoint des départements d'Etats et de la Défense, écrit par Lincoln P. Bloomfield (24 février 1961), sous le titre « Un monde sous le contrôle effectif des Nations-Unies ».

Le résultat de cette politique, réellement appliquée depuis 1972, a été si catastrophique que l'actuel secrétaire à la Défense Harold Brown a jugé plus prudent de dissimuler au Congrès, en période électorale, le dernier rapport sur le degré de préparation actuel des Forces américaines.

Les Etats-Unis ne consacrant que 5,3 % de leur P. N. B. aux crédits militaires, contre 14 % en U. R. S. S., et

ayant dépensé en chiffres absolus depuis dix ans 300 Mrds de dollars de moins que leurs rivaux, il semble que l'équilibre ne saurait être rétabli dans un délai moindre, l'équipe républicaine envisageant pour le moment de porter le budget de la Défense de 104 à 204 Mrds de dollars par an.

Au point de vue effectifs, les Soviétiques, avec 3,6 millions d'hommes (et 25 de réservistes) l'emportent largement sur les 1.228.000 Américains (673.500 + 358.500 de gardes nationaux + 196.000). Ils opposent aux 19 divisions (28 avec les réserves) américaines 135 (175) divisions dont 9 aéroportées, mais le plus grave est que, du côté américain, les unités prêtes aux combats sont ridiculement réduites. La Force d'Intervention rapide (Rapid Deployment Force), qui doit comporter 110.000 hommes, disponibles notamment pour le Moyen-Orient, possède des unités de base incomplètes (la 101^{ème} aéroportée n'a que 54 sections sur 81) et faute de transports aériens suffisants (70 C-5 et 294 C-141 seulement), dépend de la constitution préalable de dépôts de matériel à portée de son futur théâtre d'opérations. En outre les marines ne possèdent que 63 amphibies de débarquement et les paras ne sont pas accompagnés, comme les Russes, de 300 blindés par division. Aux Etats-Unis mêmes, sur dix divisions stationnées sur place, seules 4 sont complètes, et 2 autres presque prêtes.

L'armée de terre américaine n'oppose que 18.000 canons à 40.700, 12.700 chars à 50.000 (la production annuelle respective étant de 800 et 2.600) et 23.000 véhicules blindés à 55.000 (production respective 530 et 3.600). Et, dans ce domaine, la valeur comparée du matériel n'est pas en faveur des Etats-Unis. Si le M-60 américain était supérieur au T-55 russe, lorsqu'il entra en service, et légèrement supérieur encore au T-64 et T-70, le T-72, déjà en service et le nouveau T-80 (dont le blindage résiste aux antichars usuels) sont supérieurs au nouveau XM-1 américain (à turbine craignant la poussière) dans lequel la sécurité et la puissance de feu (pièce de 105 au lieu du 115 russe et du 120 allemand) ont été sacrifiées à la vitesse (entraînant la charge d'un réservoir auxiliaire). Et comme le programme de H. B. T.-70 a été annulé et que l'on n'a pas voulu ache-

ter des chars allemands Léopard II disponibles, la période creuse n'a pas été comblée.

Si la marine américaine dispose de 9 navires de bataille contre 10 et de 13 porte-avions contre 2 (les Russes ayant d'abord construit des porte-hélicoptères), elle ne possède au total que 462 navires en service contre 1.764 et 165 de surface contre 273, alors que la supériorité soviétique en sous-marins est imposante : 357, dont 145 nucléaires contre 123, dont 41 (avec une construction annuelle respective de 5 et de 2). En outre, la classe nouvelle russe « Alpha » à tourelle au titanium, plus rapide, peut effectuer des plongées plus profondes). Mais il y a pire : sur 13 porte-avions américains, 6 seulement sont en état de combattre et 61 escadrilles sur 82. En outre, le nombre d'engins « Phoenix » étant limité, ils doivent être échangés en cas de relève. Au lieu de 6 le nombre des « Harpoon » a été réduit à 4 sur les sous-marins. Et l'on a été assez stupide pour démolir 2 sous-marins « Polaris », alors que les 14 nouveaux « Trident », destinés à remplacer cette classe de submersibles ont 26 mois de retard sur leur entrée en service prévue pour avril 1979. Mais la plaie dont pâtit la U. S. Navy est essentiellement le manque de spécialistes : 20.000 gradés et 2.600 officiers lui font défaut, ce qui a empêché de remettre des navires en service et de donner aux porte-avions une dotation suffisante.

La même plaie sévit dans l'aviation, hypothéquant l'appétit au combat de 12 escadrilles et des deux tiers de la « Tactical Air Wing », alors que l'infériorité américaine est moindre dans ce domaine, puisque les Etats-Unis opposent 5.200 avions de combat aux 7.800 soviétiques (bien que la production annuelle respective soit de 400 et 1.200) et qu'ils disposent d'un plus grand nombre d'hélicoptères : 8.500 contre 3.700 (cependant les nouveaux types ne sortiront qu'en 1985 et la production annuelle est actuellement de 100 contre 500). Malheureusement les nouveaux types remplaçant les F-4, entrent en service sans être au point, ils « font leurs dents ». En outre du défaut d'être monoplaces, les F-15 « Eagle » sont dotés de moteurs F-100, qui se « grillent » deux fois trop vite (de sorte que 200 sont au

sol) et les F-16 « Falcon » ont un radar insuffisant. Cependant les Russes ont sorti trois nouveaux chasseurs et amélioré leur bombardier « Backfire », de sorte que, depuis deux ans et pour deux ans encore, une période creuse menace l'aviation américaine, dont les B-1 n'ont pas été construits et les invisibles au radar « Stealth » ne pourront sortir avant 1986.

En matière nucléaire, la même période creuse existe. La relève des « Titan » (en service depuis 1963), des « Minuteman II » (depuis 1965) et « Minuteman III (depuis 1968) devant être assurée depuis 1980 par des MX qui ne sortiront pas avant 1985 car leur production a été arrêtée. Alors que, grâce au groupe de Pugwash et à Kissinger, si les Etats-Unis ont encore une supériorité en nombre de bombardiers (348 contre 156), ils ont renoncé aux B-1 alors que les Russes poussent leurs « Backfire », ils n'ont plus que 1.054 I. C. B. M. contre 1.398 et ne disposent que de 41 sous-marins (porteurs de 565 engins) contre 64 soviétiques porteurs de 909. Grâce à la détente, l'U. R. S. S. a obtenu des pièces de gyroscope pour MIRV (en 1972), des systèmes de guidage (1974) qui équipent les SS-20 menaçant actuellement l'Europe, des moteurs RB-211 Lockheed pour bombardiers, des computers 1.100/10C (1978) utilisées pour les « Backfire », des lasers qui, très améliorés et basés sur satellites seraient capables dans deux ans de pulvériser n'importe quel bombardier ou engin intercontinental, alors que les Etats-Unis ne pourront rattraper leur retard qu'à la fin des années 1980 !

Faut-il s'étonner que, malgré toutes les pressions politiques exercées sur eux, après l'amiral Thomas Moorer (ex-commandant de l'E. M., conjoint des Forces Armées) cinquante amiraux et généraux en retraite, réunis à San Diego, le 2 septembre 1980, aient publiquement protesté contre un tel état de choses, comme aussi l'amiral Ilmo Zumwalt (un démocrate pourtant) et l'amiral Hyman Rick Over (l'ancien patron de Jimmy Carter) ; qu'il ait été impossible à Carter de faire accepter l'accord Salt-II qu'il avait paraphé par un Sénat et un Congrès démocrates ; que les Républicains dénoncent ce désarmement unilatéral, re-

jettent cet accord et réclament le rétablissement de la supériorité militaire américaine. C'est-à-dire la reconstitution des stocks de munitions (tombés à 14 jours dans l'aviation et à 28 dans l'armée) et des pièces de rechange, la mise en service d'une flotte de 600 navires, d'une aviation disposant de 26 groupes de bombardiers de nuit, et la reprise du programme d'A. C. B. M. de contre-missiles de protection ; et, sans revenir à la conscription en temps de paix, un relèvement de soldes qui permette le recrutement de spécialistes, dans une armée de volontaires « minables » comportant un tiers de gens de couleur.

A la dernière minute, afin de donner le change aux électeurs en prétendant tout de même avoir « fait quelque chose ». Jimmy Carter a jeté dans la balance la divulgation d'un secret militaire (que même Kissinger avait soigneusement gardé) par le « Washington Post », l'« Aviation Week and Space Technology » et la chaîne A. B. C. William J. Perry, ex-secrétaire à la Défense pour la Recherche, convoqua le rédacteur en chef des « Armed Forces Journal », Benjamin Schemmer, pour lui exposer la technique « Stealth » d'une peinture et d'un profil spéciaux, destinée à rendre les avions « invisibles » aux radars. Une « fuite » confirmée et rendue officielle par son propre chef, le secrétaire à la Défense, Harold Brown, en conférence de presse, le 22 août, mais due, semble-t-il à l'initiative du très suspect David Lawrence Aaron, second de Bzrezinski à la Sécurité Nationale. Or le personnage en question (2) est également soupçonné d'avoir « brûlé » l'un des principaux agents infiltrés au Kremlin par la C. I. A., un certain « Trigon » (Anatoly N. Filatov, recruté à l'étranger, rappelé à Moscou en 1973, employé aux A. E., disparu après avoir transmis en avril 1977 un câble sur un entretien Kissinger-Dobrynin à propos des SALT).

*
**

(2) David Aaron, sorti de l'Ecole internationale « Wilson » de Princeton, entré au département d'Etat en 1962, y a été chargé des affaires de l'OTAN, des SALT, des NBRF (réd. des armements en Europe). Collaborateur de Mondale (en mars 1974) il l'accompagna à

Un tel scandale aide à comprendre pourquoi Richard V. Allen, conseiller de confiance de Reagan, estime que les deux priorités de la nouvelle Administration sont la reconstitution des services de renseignements (C. I. A., NASA, contre-espionnage), et la reprise en main du Département d'Etat. Auteur de la partie politique étrangère du programme républicain de 1976, Richard Allen a été aussi très largement l'inspirateur du programme actuel, dans lequel se retrouvent la plupart des idées exprimées dans son interview à John Rees (« Review of the News » du 21 mai 1980). Interprète de la profonde réaction anti-communiste du peuple américain, dont les dirigeants sortants, poursuivant leur utopie mondialiste, ont laissé libre cours à l'expansionnisme soviétique, le parti républicain a clairement manifesté son intention, non de se livrer à des provocations dangereuses (que le rapport des forces interdit de toute façon à l'heure actuelle) mais de donner un coup d'arrêt aux ambitions russes, en cessant de fournir au bloc de l'Est — et même à la Chine populaire — la haute technologie et les crédits qui ont permis la construction de leur redoutable puissance militaire.

Au prix d'un affrontement inévitable ? Pas si les deux rivaux font également preuve de pragmatisme. Au prix d'une négociation globale (telle que la préconisent Kissinger et son ami Donald Rumsfeld) subordonnant un accord nucléaire à un engagement soviétique de limiter sa zone d'influence ? Au risque de conclure un nouveau Yalta, et de sacrifier une fois de plus l'espoir des satellites livrés par Roosevelt, de se libérer du joug auquel il sont soumis ? Un tel laxisme ne correspondrait guère aux convictions des plus sincères amis et conseillers de Reagan, les Richard Allen et les Jesse Helms, mais satisferait par contre les anciens conseillers de Nixon, et les sympathisants du C. F. R. et de la Trilatérale, qui ne cessent de faire pression sur lui.

Moscou en novembre, puis il aida Frank Church dans son entreprise de limitation des pouvoirs de la C. I. A., protégea l'agent du KGB Orlando Letelier et réussit à faire placer tous les services de contre-espionnage sous le contrôle du National Security Council. Il est membre du C. F. R., du World Peace Council (communiste) du Center for International Policy, héritier de l'Institute of Pacific Relations à travers l'Institute for Policy Studies (communiste).

« Nous en reviendrons au principe fondamental de traiter nos amis comme des amis, et ceux qui se proclament nos ennemis, comme tels. Nous ferons clairement sentir à l'Union soviétique et à Cuba que leurs entreprises subversives et leur mise sur pied de forces offensives, sont inacceptables ». Après avoir mis de l'ordre chez soi, balayé devant sa porte et nettoyé son jardin, quitte à en revenir peu ou prou à la doctrine de Monroë modernisée. Tenir le canal de Panama, tout en n'intervenant « qu'en cas de menace urgente ». Mettre le holà à l'action castriste dans les Caraïbes (déjà les dernières élections l'ont chassé de la Jamaïque) et en Amérique centrale (même au prix d'un blocus à dit Reagan, le 20 août). Sur ce point, le livre écrit par Anastasio Somoza (avant de périr assassiné par un Argentin de l'E. R. P. à Asuncion le 17 septembre), « Nicaragua betrayed », accusant Washington de trahison (3) a eu un profond impact sur les Américains, qui réclament la suppression des crédits au F. S. L. N. et protestent contre l'action des brigades internationales (2 à 3000 hommes), basées sur Puerto Cabaza, avec appui logistique cubain. Mettre en veilleuse les droits de l'homme s'il le faut, mais défendre les gouvernements anticommunistes, au lieu de les livrer, comme l'ont fait Carter et ses progressistes, aux entreprises de Moscou par Cubains ou Allemands de l'Est interposés, en Amérique latine d'abord, en Afrique ensuite, où les sources de minerais essentiels à l'Occident et la route du pétrole doivent être défendues.

Vis-à-vis de ses alliés européens, la nouvelle Administration gagnerait également à s'inspirer des sages conseils exprimés, aussi bien par Richard W. Allen (dans l'interview citée plus haut), que par Jesse Helms (de Caroline du Nord) dans un discours plus ancien au Sénat, l'un des meilleurs exposés de politique étrangère prononcés par un Américain, plutôt que d'en revenir aux méthodes déplorables

(3) Il rend responsable Robert PASTOR (du Conseil de Sécurité), PEZZULLO et William BROWDER, après avoir provoqué le meurtre de CHAMORRO, d'avoir mis l'embargo sur la viande, puis sur les armes et d'avoir changé le gl Mc AULIFFE de lui refuser même un refuge aux Etats-Unis.

d'un Kissinger (dont Donald Rumsfeld a été l'un des lieutenants). L'heure n'étant plus aux satellites d'un côté et aux vassaux de l'autre, consulter donc ses alliés avant d'agir et ne pas sacrifier leurs intérêts à l'établissement d'un « modus vivendi », qui soit un condominium dont l'Europe ferait les frais.

La même observation vaut pour l'Afrique, pour le Proche et le Moyen-Orient, où l'Amérique n'est pas seule à posséder des « intérêts vitaux ». Dans ces contrées, avant de soutenir ses « amis », l'Occident doit les choisir, ne pas confondre ceux-ci avec des gouvernants « engagés » envers la Haute-Finance (un Hassan II, un Mobutu, un Sadate par exemple), en rejetant systématiquement les autres dans les bras de l'U. R. S. S. (un Khadafi, un Hafez el Assad). Au Proche-Orient, Reagan, comme ses rivaux, traîne un lourd handicap au départ : les engagements électoraux pris envers le « lobby sioniste ». Comparaisant devant la convention de l'Ordre maçonnique raciste des B'Naï B'rith, le 3 septembre, à Washington, il a reproché à Carter de n'avoir pas tenu ses promesses de 1976, en vendant 60 F-15 à l'Arabie, 100 chars à la Jordanie et des moteurs à turbine pour ses navires à l'Irak, il a proposé que la Jordanie soit considérée par l'ONU comme l'Etat palestinien susceptible d'absorber les réfugiés, que Jérusalem ne soit plus divisée (mais avec libre accès pour tous), il a qualifié l'O. L. P. de simple organisation terroriste (mot malheureux, si l'on considère que ce qualificatif s'applique pleinement à Begin et à son acolyte Shamir, actuellement au pouvoir en Israël) et déclaré qu'Israël était pour lui, non un client, mais un ami sûr et un atout stratégique majeur. Déclaration peu surprenante de la part de l'ex-gouverneur de Californie, qui autorisait ses banques à prendre des bons de l'Etat sioniste (ressource importante mais difficile à chiffrer, qui s'ajoute aux crédits publics et privés obtenus de la « diaspora »). Grâce à cette position, le candidat Reagan a « mordu » sur l'électorat juif 39 % de ses voix, 14 % revenant à Anderson et seulement 45 % (au lieu de 64 % en 1976), à Carter (Braunstein par son grand-père maternel). Pourtant, le lendemain de Reagan (le 4 septembre) ce dernier avait

fait aux B'Naï B'rith les mêmes promesses que son rival (y compris sur Jérusalem). Mais, en sortant de la Maison-Blanche, le 8, les dirigeants de 34 organisations juives déclaraient que leur décision était encore « en l'air », et sa réception aux « Hassidim » (les traditionalistes polonais) qu'il accueillit, barbus et la tête couverte, dans la salle même du Conseil des ministres (publiée dans le « Spotlight » du 15 septembre, la photo en est vraiment jolie) apparemment ne suffit pas à emporter leur appui. Pas plus que, quelques jours plus tard, le renouvellement pour 5 ans du traité par lequel les Etats-Unis s'engagent à fournir du pétrole à Israël en cas d'urgence, signé par Edmund Muskie le 17 octobre, au moment où le même Muskie (juif polonais d'origine) faisait les gros yeux à Begin, à cause de l'annexion de Jérusalem le 13 juillet (par 69 voix contre 15 et 3 abstention), de la menace d'annexer le Golan et des bombardements sur le Sud-Liban, effectués avec des avions livrés seulement pour des missions défensives.

De toute façon, il n'appartient, ni à un candidat à la présidence américaine, en mal d'élection, ni à un Begin aux abois, de faire table rase de la résolution 242 de l'ONU (obligeant Israël à évacuer les territoires occupés) ni même des accords de camp David (si mauvais qu'ils soient). Et il suffirait de la défaite électorale — fort probable — de Begin, pour que Shimon Peres offre une solution de rechange au problème, sur la base d'une restitution à la Jordanie de 80 % des territoires qui lui ont été enlevés, après rectification de frontière, et dans ce cas il appartiendrait à Hussein seul de définir le statut final de ces territoires. A Reagan, devenu président, deux considérations majeures s'imposeront d'ailleurs : le souci de ne pas rejeter tout le monde arabe dans les bras du Kremlin, et aussi celui de ne pas priver des revenus pétroliers un F. M. I. dont les caisses sont vides.

Au Moyen-Orient, dans l'affaire d'Iran, le candidat Reagan s'est déclaré le 13 septembre prêt à accepter les trois premières conditions de Téhéran pour la libération des 52 otages américains, la quatrième (la restitution des biens du chah) relevant seulement des tribunaux. Fort de ce que

les éléments nationaux qui le soutiennent n'ont cessé de dénoncer la malversation de l'action de David Steinhauer (Rockefeller) auprès du chah — poussant à la hausse des prix du pétrole en 1972, l'incitant à dépouiller des millions de « fellahs » pour mettre en place de grands « combinats » agricoles, à acheter des quantités inutiles de l'armement le plus sophistiqué — en partageant les bénéfices de telles opérations — une expérience et une leçon, qui permet de juger et de condamner toute formule de mondialisme sous le contrôle de la Haute Finance et de ce que, grâce aux démarches à Téhéran du républicain Hanley, la preuve existe que Carter était pleinement averti (par une lettre du chargé d'affaires Langley du 4 août) des risques encourus en transférant le chah du Mexique aux Etats-Unis, sous prétexte d'une opération (le 20 octobre) sur les instances de Kissinger et de John J. Mc Cloy (chef de la diplomatie parallèle de Rockefeller) cherchant un prétexte pour récupérer sa mise en mettant la main sur les 8 Milliards de dollars d'avoirs iraniens à l'étranger. Reagan, élu, a tout avantage à laisser Carter se dépêtrer du borbier dans lequel il s'est engagé, depuis que, suivant les avis d'Henry Precht (responsable de la section Iran au Département d'Etat) il a préparé la chute du chah (sa femme Rosalynn écrivant elle-même à l'impératrice Farah), hâtée par les démarches du général Robert Huyser auprès des généraux iraniens Charabaghi, Fardousi et le président du Sénat Sharifenami (en liaison avec L'I. S. britannique), afin d'éviter qu'un coup d'Etat militaire ne se produise (ce qui valut aux 20 généraux loyalistes d'être exécutés). De même que, dans l'occupation de l'ambassade américaine (le 4 novembre 1979) les « étudiants » de Behehti s'emparèrent (malgré les dispositifs de sécurité prévus en pareil cas) des codes secrets et même des machines à coder et que, dans la désastreuse opération de Tabas les listes de collaborateurs du général Oveissi et de Chapour Bakhtiar, hostiles à l'ayatollah Khomeiny (fournies à Hamilton Jordan par la SED CE au prix de 500 M. de dollars) tombèrent aux mains des Iraniens, qui exécutèrent le millier de « collaborateurs » ainsi compromis (la dernière victime étant un agent de la C. I. A. qui les détenait).

D'autre part, averti d'une opération prochaine par des informations obtenues également de Paris, Bani Sadr savait que Chapour Bakhtiar et le général Oveissi comptaient sur une participation directe de l'Irak dans l'affaire, à laquelle ils apporteraient le concours de 7000 hommes, encadrés par un « Delta Team » spécial équipé aux frais des Rockefeller et politiquement appuyé par l'Iranian Democratic Party » de Ferydoon Khoee. Ces forces n'étant pas intervenues dans l'aventure de Tabas, l'opération a été reprise sous la forme de l'invasion par l'Irak de l'Arabistan iranien. Opération préparée par John L. Mc Cloy (ex-président de la Chase Manhattan et de la World Bank) et la « Rockefeller Foreign Policy Organisation », parallèle au département d'Etat, l'ex-directeur de la Chase Manhattan n'étant pas disposé à payer la libération des otages par un déballage public de ses intrigues, alors qu'il a déjà empoché un milliard sur les huit d'avoires iraniens. Jadis appuyés par la C. I. A. dans leur prise du pouvoir (en Février 1963 et Juillet 1968) les dirigeants du Baas irakien ne pouvaient refuser leur concours. Du conflit du Chatt-el-Arab, les Israéliens profitèrent pour bombarder avec leurs « Phantom » maquillés le complexe nucléaire irakien de Yamous près de Bagdad, tandis que le Pentagone envoyait le gl. John L. Piotravaky (de l'U. S. Tactical Air Force installer 4 appareils Boeing 707 Awacs (sur un total de 18) en Arabie pour y surveiller le golfe persique, au risque d'entraîner les Etats-Unis dans l'affaire.

Considérant le blocus du détroit d'Ormuz comme un « casus belli », Washington a renforcé sa flotte de l'Océan indien (29 navires) par des unités britanniques et françaises (notamment des dragueurs de mines faisant cruellement défaut en cet endroit) et étendu son réseau de bases (Diego Garcia et Massirah) à Berbera, au Soudan et à Oman, où des dépôts sont constitués puisque les moyens de transport navals et aériens disponibles seraient insuffisants pour nourrir un conflit éventuel.

Mais une telle concentration n'a pu être obtenue qu'en prélevant de nombreux éléments sur la VIème flotte de la Méditerranée et surtout sur la VIIème qui a dû « glisser »

du Pacifique vers l'Océan indien, en découvrant l'Extrême-Orient. Avec une double conséquence : les troubles de Corée du Sud, où la politique de « droits de l'homme » de Carter avait affaibli le gouvernement en place, et d'autre part la nécessité pour le Japon — directement intéressé comme l'Europe dans les affaires du Proche et du Moyen-Orient, qui craint que l'Administration républicaine ne compromette ses relations avec les pays arabes — de renforcer son armée et sa flotte et de jouer un rôle important en Extrême-Orient. D'autant plus que Reagan, reprochant à ses prédécesseurs d'avoir abandonné Taïwan, et bien décidé à renforcer sa présence à Taïpeh (malgré la mission confiée à Bush, ami de longue date des Chinois, d'apaiser leur inquiétude) se montrera aussi plus réservé dans la fourniture de haute technologie et d'armement sophistiqué à la Chine populaire, à qui Rockefeller avait engagé Nixon à tendre la main dans l'espoir de contrôler des richesses pétrolières qui n'ont pas tenu leurs premières promesses.



Désigné comme président, Reagan, soumis à des influences dangereuses et souvent contradictoires, affronté à des problèmes très difficiles à résoudre, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, saura-t-il faire preuve des qualités de prudence et de volonté nécessaires pour rétablir le prestige de sa fonction et celui des Etats-Unis, qui depuis la fin de la seconde guerre mondiale n'ont guère réussi à démontrer qu'ils étaient capables d'assumer le « leadership » du monde occidental auquel ils prétendaient ? L'avenir seul pourra nous le dire.

Jean LOMBARD.

L'Occident a-t-il appliqué les accords d'Helsinki ?

Il n'y a probablement pas d'acte plus sot et plus gratuit dans toute l'histoire moderne que l'acte final de la conférence d'Helsinki. Depuis trente ans, l'URSS multipliait en vain ses efforts pour faire reconnaître officiellement par les autres Etats la situation de fait créée après la guerre par l'occupation militaire. Comme aucun traité de paix n'avait mis fin à la guerre de 1939-1945, cette « congélation » des zones occupées, reconnue de facto, faute de moyen de la faire cesser, n'avait aucune valeur juridique. L'acte final de la conférence d'Helsinki est, pour la première fois dans l'histoire des nations d'Europe, la cession sans contrepartie des territoires contestables. On ne peut s'imaginer de victoire plus complète pour la diplomatie soviétique ni d'abandon plus criminel de la part des anciens alliés de l'U. R. S. S.

Il n'est pas exact, cependant, de dire qu'il n'y avait pas de contrepartie. Il y en avait une. C'était l'engagement que prenaient tous les Etats signataires de laisser circuler librement sur leur territoire les informations et les idées. Cet échange singulier était une innovation en diplomatie : pour la première fois, on échangeait des territoires contre de bonnes intentions. Cette formidable naïveté eut les résultats que tout le monde connaît. On n'a même pas osé à la récente conférence de Madrid faire le bilan de la désinvolture avec laquelle les dirigeants de l'URSS avaient traité l'engagement qu'ils avaient pris. C'était le résultat auquel il fallait s'attendre et qui, en fait, ne surprit personne.

Les représentants des Etats occidentaux à la conférence de Madrid ont feint une grande tristesse et une profonde indignation. Ils ont oublié tout simplement que les gouvernements des nations de l'Europe occidentale à l'exception de l'Angleterre seule, avaient violé les accords signés à Helsinki, comme l'avait fait l'URSS elle-même et de la même manière.

re, sur les informations et les idées qui n'étaient pas conformes à l'idéologie officielle. Dans ces conditions, comment les Etats occidentaux peuvent-ils mettre l'URSS en accusation ? Le gouvernement soviétique assure la défense de l'idéologie marxiste-léniniste et de la version marxiste-léniniste de l'histoire contemporaine comme les gouvernements occidentaux assurent la défense de l'idéologie démocratique et de la version démocratique de l'histoire contemporaine. Les « dissidents » en Europe occidentale sont condamnés par les tribunaux comme ils le sont en URSS par les tribunaux soviétiques. Le code pénal des pays occidentaux contient des articles qui interdisent certaines idées ou certaines thèses non orthodoxes comme le code pénal soviétique contient des articles qui interdisent certaines atteintes à la constitution et à l'idéologie socialiste. La gravité des peines seule diffère. Mais on peut se demander si elles ne diffèrent pas surtout parce que nous n'avons pas l'Algérie, le Togo ou l'Afrique allemande pour y installer les camps de travail destinés à la rééducation.

Les exemples que nous citons plus loin prouvent que la contrepartie acceptée à Helsinki n'était pas seulement une sottise, mais qu'elle était aussi une chimère. Si aucun Etat moderne n'est en mesure d'assurer la liberté de circulation complète des informations et des idées, n'est-il pas plus sage d'en prendre acte plutôt que de se satisfaire d'intentions irréalisables et hypocrites ? En constatant cette carence générale, les Etats occidentaux ne devraient-ils pas en conclure que l'acte final de la conférence d'Helsinki est nul puisqu'il est inapplicable ? Et que, par conséquent, cette convention qui n'a pas de sens et qui ne constitue qu'un faux décor devrait être abrogée ?

Nous donnons-ci-dessous, comme illustration des réflexions précédentes, un article d'un de nos correspondants sur la chasse aux sorcières dans la République Fédérale Allemande ainsi qu'un dossier rappelant ou présentant certains exemples, en République Fédérale Allemande, mais aussi dans d'autres pays hautement démocratiques, d'entraves à la libre circulation des informations et des idées.

La R. F. A., partie occidentale de l'Allemagne occupée, se veut un Etat libre et démocratique. De même, la R. D. A., l'Etat du tout puissant parti communiste « S. E. D. » prétend s'adjuger le concept de liberté. Cet antagonisme apparent se dissipe pourtant bien vite au regard de la pratique politique de ces deux Etats satellites :

D'un côté comme de l'autre du rideau de fer, une même machine d'oppression, mise en œuvre par les puissances victorieuses de 1945, travaille à la destruction de tout sentiment national et à la massification de tout un peuple.

On nous parle longuement de la répression qui sévit en Allemagne centrale. Malheureusement, les reportages qui nous ont été présentés, loin de se faire l'écho des véritables victimes de la justice « S. E. D. » se bornent à évoquer les figures comiques de quelques personnes, baptisées « dissidents », qui entendent bien professer leurs opinions marxistes au sein de la société capitaliste. Par analogie, le service de propagande du S. E. D. fustige toute tentative faite en R. F. A. pour congédier ici et là quelques communistes de l'administration. Ce-faisant, elle passe totalement sous silence le fait que le nombre des communistes engagés dans l'administration dépasse de très loin le nombre de ceux qui ont été ainsi licenciés.

Ces accusations réciproques permettent aux deux gouvernements satellites de Bonn et de Berlin-Est de dissimuler les persécutions à l'encontre de la résistance nationaliste. Certes, le S. E. D. nie l'existence même d'une telle opposition, mais il y a peu de temps encore, plusieurs fonctionnaires, fidèles à la ligne du parti, se sont inquiétés du récent renouveau du courant nationaliste au sein de la jeunesse de la R. D. A.

Il est tout à fait significatif que les organisations dites de défense des droits de l'homme aient passé sous silence les conclusions que le S. E. D. a tirées de cette constatation. A titre d'exemple, aucun de ces apôtres de l'humanitarisme ne s'est jamais inquiété des conditions de vie qui règnent dans la prison de Bautzen II, en R. D. A. Par contre, des pages entières sont consacrées au marxiste Havemann, assigné à résidence.

La situation est la même en R. F. A. Une conspiration du silence semble s'être abattue sur la répression et les persécutions dont le régime de Bonn s'est fait une spécialité. L'opinion publique s'abstient de prendre note des innombrables emprisonnements, perquisitions et autres manœuvres de représaille. Chez les bien-pensants, l'accord est total. Pas une parole ne doit filtrer sur ceux qui sont persécutés pour leurs idées.

Par cette répression, qui devient une véritable tyrannie à l'heure actuelle, le gouvernement espère empêcher toute diffusion organisée de la pensée nationaliste en Allemagne occidentale. L'un des juges « inquisiteurs », Wolfgang Hüller, de Berlin-Ouest, a justifié une lourde peine en déclarant qu'il fallait « faire clairement comprendre aux éternels passésistes que les tribunaux veilleraient à ce que le parti hitlérien des chambres à gaz ne puisse relever la tête. »

L'objectif ainsi fixé, la démocratie a jeté le masque. La lutte est maintenant au coup par coup. Selon une statistique du ministère ouest-allemand de la justice, 837 procès ont été engagés contre des nationalistes au cours des six premiers mois de l'année 1979 contre 278 en 1978. L'office fédérale de police criminelle a enregistré, toujours au cours des six premiers mois de 1979, 1609 saisies d'objets, de journaux et autre matériel de propagande.

Or ces chiffres, datant de l'année dernière, sont incontestablement dépassés. Depuis cette époque, en effet, la terreur policière et juridique s'est considérablement aggravée, tant par sa brutalité que par son emplet. C'est ainsi qu'en mars 1980, la publication du protocole du 1er congrès sioniste de 1897 à Bâle a été poursuivie en justice, car « elle était inspirée par la haine du peuple juif. »

Un autre exemple éclaire les circonstances du déroulement de cette nouvelle chasse aux sorcières du XXème siècle. A Höxter, huit jeunes gens ont été condamnés « parce qu'ils étaient fanatiquement attachés à l'idéologie nationale-socialiste. » Dans le même ordre d'idées, on peut mentionner la condamnation d'un ouvrier de Francfort à 14 mois de prison pour avoir peint des croix gammées.

Loin de ne constituer que des cas d'espèces, ces exemples sont la règle. Il faut y ajouter les innombrables perquisitions et leurs connaissances annexes.

Dix, vingt, trente fonctionnaires de la police politique (baptisée *Office pour la protection de la Constitution*) arrivent un beau matin, enfoncent la porte parce qu'on ne leur a pas ouvert au premier coup de sonnette, et fouillent tout de fond en comble. Lorsque plusieurs heures, voire plusieurs jours après, ils s'en vont les lieux sont méconnaissables. La remise en ordre est aisée, car il manque une partie des ustensiles, « saisis » comme pièce à conviction.

Si par manque de chance, la police fait une perquisition au lieu de travail du militant, ce dernier doit s'attendre, dans la quasi-totalité des cas à un licenciement sans préavis. Or il est extrêmement difficile pour un condamné politique, et plus encore pour un militant nationaliste, de retrouver un emploi. Les puissants ordinateurs dont dispose l'*Office pour la protection de la constitution* se chargent de renseigner les entrepreneurs et les instances syndicales. Le chômage est ainsi assuré, il fait quasiment partie intégrante du programme de protection de l'État.

Pour paraphraser le célèbre mot de Jules César, « je suis venu, j'ai vu, j'ai détruit » pourrait être la devise de la police politique ouest-allemande. La destruction de l'ennemi de l'État n'est-elle pas en dernière instance le but de cette vaste entreprise, précisément en R. F. A. ? A cet égard, la déclaration du gouvernement satellite de Bonn à l'O. N. U. relative au renouveau nationaliste ne laisse subsister aucun doute. Malgré la terreur, la propagande et toutes les perfidies, il n'est pourtant pas parvenu à empêcher l'extension du redressement national dans la jeunesse.

Le premier à en avoir tiré les conséquences est Willy Brandt, président de l'Internationale marxiste, lorsqu'il a demandé que le national-socialisme soit combattu avec des idées. Les arguments spirituels et les conceptions politiques que la démocratie peut offrir sont faibles, et c'est la raison même de son recours permanent à la terreur.

Le syndicat de l'enseignement et des sciences a inter-

prêté l'appel lancé par Willy Brandt en exigeant que chaque écolier soit contraint à visiter l'intérieur d'un camp de concentration. De son côté, Bonn a préparé de nouveaux textes de loi resserrant encore son étreinte sur les militants nationalistes.

La première contribution lui a été fournie par la plus haute instance juridique ouest-allemande, le *Bundesgerichtshof*, lorsque celui-ci a décrété que six millions de juifs avaient bel et bien été gazés sous le IIIème Reich et que toute personne mettant en doute cette affirmation serait passible des tribunaux.

La porte est ainsi ouverte à toutes les persécutions. La machine d'oppression a atteint jusqu'aux historiens et aux scientifiques. Nul ne peut entrevoir la fin de cette terreur juridique et spirituelle, qui ne semble pas encore avoir atteint son paroxysme. Pourtant, l'évolution des idées est irréversible. Un exemple, et non le moindre, nous en est fourni par un rapport du *Bundeskriminalamt* relevant pour l'année 1979, 5962 actions des militants nationalistes.

Peut-être faut-il en conclure qu'à l'époque des internationales, toute stratégie nationale est vouée à l'échec. Ceci explique la recherche de nouvelles voies, et les possibilités d'une coopération entre les dissidents persécutés pour leurs idées dans les différents Etats d'Europe occidentale.

K. H. WERDORF.

*
**

Les informations que nous donnons ci-après pour illustrer cet article sont fragmentaires. Nous ne disposons pas, en effet, d'une organisation ou d'un réseau de correspondants capables de nous fournir un dossier complet. Les faits que nous allons rapporter sont simplement ceux qui sont les plus connus et les plus souvent commentés.

Pour imposer silence à toute tentative de contradiction ou de rectification à l'histoire « officielle » de la Seconde Guerre Mondiale, le gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest a recours à des mesures d'exception pour empêcher la circulation des informations et des idées. Comme la censure des livres est interdite par la constitution, ils ont créé un office chargé de mettre à l'index les écrits « dangereux pour la jeunesse ». Les livres ainsi condamnés ne peuvent faire l'objet d'aucune publicité et les éditeurs n'ont pas le droit de les vendre directement ; le client doit les demander à son libraire qui les fait venir. Dès lors, on comprendra sans peine que la diffusion d'un ouvrage va se heurter à des obstacles insurmontables.

Une application significative de cette politique remonte à 1964, elle n'est donc pas une infraction aux engagements d'Helsinki, qui n'existaient pas à cette époque. Elle concerne une importante étude historique de l'écrivain Udo Vallendy.

En 1964, Udo Walendy publiait le livre « Wahrheit für Deutschland » (Vérité pour l'Allemagne) un ouvrage de 500 pages, fruit de 15 ans de travail et démolissant la thèse alliée de la responsabilité allemande dans la deuxième guerre mondiale.

Devant le succès grandissant de cette œuvre, la « Bundesprüfstelle für Jugendgefährdende Schriften » (BPS) (Office fédéral de contrôle des écrits dangereux pour la jeunesse) en a décidé la mise à l'index qui équivaut pratiquement à une interdiction. Cela par décision n° 2772 du 7-6-1979.

L'organisme administratif qui prit cette décision la justifiait ainsi dans ses considérants :

« Ce livre peut désorienter les enfants et les jeunes dans le domaine de l'éthique sociale. » « Sont dangereux pour la jeunesse tous les écrits (...) qui se présentent aux jeunes comme une défense, donc comme une illustration de l'idéologie nationale-socialiste, de sa doctrine raciste, de ses chefs, de son programme pédagogique et de sa conduite de la guerre, qui décrivent d'une manière inexacte les cau-

ses de la deuxième guerre mondiale comme une guerre imposée au peuple allemand à titre de légitime défense. »

On ne peut exprimer plus clairement le caractère obligatoire de l'idéologie officielle et la volonté d'interdire la « circulation » de certaines rectifications.

Un exemple plus récent et celui-ci postérieur aux engagements pris par les Etats signataires de l'acte d'Helsinki concerne l'ouvrage du Dr Wilhelm Stäglich.

Le Dr Stäglich est un magistrat en retraite qui vivait heureux et ignoré. Il eut en 1977 l'idée malheureuse d'écrire qu'il avait séjourné à Auschwitz sans y voir les exterminations massives qu'on décrivait. Ce témoignage incongru lui valut une réduction sensible de la pension de retraite. Sanction administrative regardée comme vénielle. Ce juge sans jugement ne comprit pas cet avertissement, il s'obstina, au contraire, fit des recherches et publia en 1979 *Der Auschwitz Mythos* (Le Mythe d'Auschwitz) enquête de 500 pages, qui fut l'objet d'un procès dont le dernier développement est la saisie de l'ouvrage au début du mois de juin de cette année. Il est remarquable, toutefois, que, dans les attendus, le tribunal a refusé de regarder comme « susceptible de répression pénale » le fait de nier l'existence des chambres à gaz ou d'un plan systématique d'extermination des juifs. Il n'a retenu que le délit d'« excitation à la haine raciale » (*Volksverhetzung*) en raison des termes employés par l'auteur à propos des juifs. Il est inutile de souligner le parallélisme entre cette manière détournée d'aboutir à l'interdiction de diffusion d'un livre et celle qui est employée par les tribunaux soviétiques qui punissent l'expression des idées « déviationnistes » par le biais d'atteintes à l'ordre public ou de violation des principes constitutionnels.

Cette inculpation « par la bande » n'est pas une initiative isolée. La *Westdeutsche Zeitung* du 22 décembre 1979 apprend à ses lecteurs la saisie d'un livre sur le camp de Maïdanek (La vérité sur Maïdanek) à Munich et dans les principales villes de R. F. A. Ce livre, fort éloigné des récits qu'on a pu lire sur le camp de Maïdanek a une parti-

cularité : il est écrit par un juif, aujourd'hui âgé de 71 ans. Ce juif encombrant n'en a pas moins été inculpé, conformément à la coutume, d'« excitation à la haine raciale ». Pour imposer silence aux rieurs, le tribunal a décidé, en outre, de le soumettre à un examen psychiatrique. Est-ce que cela ne rappelle pas quelque chose à ceux qui s'indignent que les dissidents soient justiciables en URSS des hôpitaux psychiatriques ?

Il serait trop long de citer le cas de particuliers qui ont été frappés de condamnations, ou de sanctions administratives, telles que révocations, suspensions, réductions de retraites pour avoir fait une vilaine réflexion en public, grommelé sur le passage d'un Levantia arrogant ou porté un insigne suspect : ce sont là en Allemagne Fédérale des faits-divers banals. Bornons-nous à mentionner l'un des plus caractéristiques.

Un jeune garçon de 24 ans, Michaël Kühnen, est arrêté en 1978 avec quatre de ses camarades âgés de 17 à 20 ans. Leur activité avait consisté principalement à peindre sur les murs des croix gammées accompagnées d'inscriptions, ils avaient troublé aussi des réunions communistes. Ces diverses offenses leur valent d'abord treize mois de détention préventive justifiées par une inculpation de « terrorisme » et d'« association de malfaiteurs ». Le tribunal de Celle qui les juge le 13 septembre 1979 ne retient pas ces deux inculpations qui ne résistent pas à l'examen des faits présentés par l'accusation. Le tribunal est contraint de fonder son jugement sur des griefs différents tels que propagande nationale-socialiste, incitation à la haine raciale, apologie de la violence, atteinte à la loi sur le droit de réunion. Michaël Kühnen, à partir de ces motifs a été condamné à quatre ans de prison et des peines analogues furent infligés à ses camarades.

Ce procès d'opinion qu'on nomme en Allemagne le procès de Bückeberg a quand même provoqué des protestations d'une partie de la presse. Les condamnés ont fait appel. Des manifestations en faveur de ces dissidents condamnés pour leurs opinions ont été interdites par la police sous prétexte qu'elles créaient une « perturbation de l'ordre public ».

Ce procès spectaculaire est un événement typique, mais qui prend place dans tout un contexte policier. Voici, à titre d'exemple, quelques incidents récents. Dans le cadre des mesures destinées à réprimer les sentiments nouveaux qui apparaissent dans une partie de la jeunesse allemande, la police a effectué à Berlin, à Hambourg et dans la Ruhr 35 perquisitions en une seule nuit. Vingt adhérents de la *Wiking-Jugend* âgés de 15 à 22 ans ont été arrêtés. Plusieurs ont été inculpés pour leurs activités anti-démocratiques ou pour détention illicite d'armement. Trois jeunes nationalistes allemands ont été condamnés à un an de prison par le tribunal de Lüneburg pour avoir orné de croix gammées des monuments commémoratifs de Bergen-Belsen.

Une manifestation à la mémoire des condamnés du procès de Nuremberg a été interdite. Son instigateur, la *Deutsche Bürger Initiative gegen Kriegsschuld und Vergangungslüge* de Munich avait voulu saluer la mémoire de ceux qui, il y a 33 ans, le 16 octobre 1946 ont été suppliciés, victimes de la victoire démocratique. Seize jeunes nationalistes qui se sont rendus malgré tout sur l'emplacement des congrès de Nuremberg ont été arrêtés. Tels sont les glorieux témoignages en faveur de la liberté d'expression que l'Allemagne Fédérale fournit au bloc occidental pour son réquisitoire contre l'URSS.

Mais l'Allemagne Fédérale n'est pas seule à bafouer ainsi les principes dont elle réclame l'application chez les autres. On pourrait réunir un dossier tout aussi complet sur l'Italie, révélant le même système de persécution des dissidents : avec cette différence, toutefois, que les juges italiens, moins méthodiques et plus chargés de besogne que les juges allemands, ont pris l'habitude de garder pendant plusieurs mois en prison préventive les jeunes accusés dont ils sont obligés de reconnaître l'innocence. En Italie, comme en Allemagne, la loi regarde comme une « reconstitution du parti fasciste » toute organisation ou mouvement qui ne se réclame pas de l'idéologie démocratique et une telle reconstitution est considérée comme un délit.

Des pays qu'on croit moins atteints du même délire réussissent néanmoins à présenter un palmarès, modeste encore,

mais riche de promesses. L'honnête Canada a voté en 1974 une « Hate Literature Law » qui interdit les attaques contre le communisme et les excès de l'arrogance du lobby juif. Au nom de cette loi, le tribunal de Toronto a poursuivi des membres du National Party of Canada qui avait fait de la publicité pour le livre de Butz, *La mystification du XXème siècle*, et infligé un an de prison pour une conversation téléphonique considérée comme une infraction à cette loi. Au Portugal, un des plus clairvoyants des journalistes de l'opposition, Manuel Murias, directeur du grand hebdomadaire *A Rua*, a été condamné pour « abus de la liberté d'expression » et a fait à ce titre sept mois de prison en raison de ses campagnes contre le gouvernement. La France, enfin, après quelques hésitations honorables, s'efforce de rejoindre le peleton de tête, comme le prouve, après tous les procès intentés à l'hebdomadaire indépendant *Rivarol*, le procès récent de Frederiksen condamné à un an de prison sans sursis en raison des opinions exprimées dans son petit journal mensuel *Notre Europe*, enfin la scandaleuse arrestation de Roger Delpey, retour aux « lettres de cachet » de l'Ancien Régime.

La défense de l'idéologie démocratique exige, nous dit-on, ces lois limitant la libre circulation des information et des idées. On peut trouver parfaitement normal, en effet, qu'une idéologie officielle soit défendue contre ses détracteurs. Les régimes modernes ne peuvent faire autrement peut-être que de se protéger contre les mouvements d'idées qui peuvent devenir des lames de fond menaçantes pour leur existence. Mais alors, il ne faut plus parler hypocritement de liberté d'expression. Il faut reconnaître, en conséquence, que cette liberté totale des consciences et des personnes est chimérique, que par suite les engagements pris par les Etats contractants, dans le texte de la convention d'Helsinki sont inapplicables, et qu'il convient de déclarer caduc et d'annuler dans toutes ses parties un traité qui a échangé, non pas « une fille pour du vent » comme dans le sacrifice d'Iphigénie, mais des territoires pour du vent.

Une étude sur les Juifs de Pologne et d'U.R.S.S. pendant la seconde guerre mondiale

I

Nous donnons ci-dessous une étude récente qui vient de paraître dans une revue universitaire allemande, sous l'autorité d'un cercle d'études qui se présente sous le nom d'Institut pour l'histoire allemande d'après-guerre. Cette étude nous a paru intéressante parce qu'elle repose sur des sources et des analyses peu connues, d'origine juive ou soviétique, établies d'après une documentation recueillie aux Etats-Unis. Naturellement, les conclusions tirées de son enquête par l'auteur anonyme de cette étude sont présentées seulement comme des éléments d'information. Nous les donnons comme telles et nous ne prétendons pas qu'elles ne soient pas sujettes à des rectifications, ni même à des controverses. Mais elles nous paraissent fournir des données qu'on ne peut pas ignorer indéfiniment dans une mise au point de l'histoire de la Seconde Guerre Mondiale qu'il faudra bien faire un jour ou l'autre, en acceptant d'admettre — et de discuter — tous les témoignages.



Une des conditions les plus importantes (pour reconstituer exactement le drame des juifs européens) est de posséder des chiffres exacts sur les mouvements de migration de la population juive des territoires occupés entièrement ou en partie par l'Allemagne avant, pendant et après la deuxiè-

me guerre mondiale. L'auteur, comme collaborateur d'une grande firme allemande, a eu la possibilité, au cours d'un séjour de plusieurs années aux États-Unis d'examiner et de rassembler une documentation en provenance des archives américaines sur les événements qui se rapportent au drame des juifs, documentation que l'*Institut pour l'histoire allemande d'après-guerre* soumet ci-après pour discussion à l'opinion publique pour des recherches ultérieures.

I

LA POPULATION JUIVE EN POLOGNE ET EN URSS EN 1940.

Le recensement polonais du 9 décembre 1931 relevait une population de 3.113.900 juifs ¹. Dans les années 1930, il y eut en Pologne une grave crise économique. Des campagnes eurent lieu pour éliminer les juifs de l'activité économique. Un boycott des entreprises juives fut entrepris avec passion, jugé légal par les tribunaux, approuvé par l'Église polonaise et accepté officiellement par le gouvernement polonais. Des inscriptions antisémites se multiplièrent dans toute la Pologne. Des incidents sanglants eurent lieu en 1937 à Brest-Litovsk et Tschénstochau ². L'*Institut d'histoire contemporaine* de Munich donne sur ces faits le commentaire suivant :

« La vague d'émigration des juifs allemands ne fut qu'une partie — et non la plus importante — d'une émigration générale des juifs des territoires de l'Europe centrale, de l'Europe de l'Est et de l'Europe du Sud. De Pologne émigrèrent dans les années postérieures à 1933 un nombre d'environ 100.000 juifs par an, aussi bien par suite de l'antisémitisme grandissant du gouvernement polonais que par suite de la paupérisation de plus en plus accentuée des juifs de Pologne. Des tendances analogues purent être consta-

¹ *Statesman's Year-Book*, N. Y., 1944, p. 1196.

² *Universal Jewish Encyclopedia*, N. Y., 1943, Vol. VIII, p. 574.

tées en Lettonie, en Lithuanie, en Roumanie, et, dans une moindre mesure, en Hongrie »³.

Ainsi donc on peut estimer à 550.000 jusqu'à l'année 1939 le nombre des juifs polonais, jeunes la plupart du temps, qui émigrèrent ou plutôt s'enfuirent de Pologne vers l'Europe occidentale et l'Amérique latine, vers la Palestine ou les Etats-Unis. Cette perte importante en hommes jeunes, ne fut pas sans conséquences, en dépit de la fécondité bien connue des juifs d'Europe de l'Est, sur l'accroissement naturel dans la population juive. Déjà l'émigration qui avait en lieu dans les années 1920 avait eu pour résultat que le groupe d'âge des moins d'un an, au moment du recensement de 1931, ne représentait plus que 1,7 % des 3.113.900 juifs recensés, soit 53.000. En revanche, la mortalité entre 1930 et 1935 fut en moyenne de 40.000 personnes par an⁴. Dans l'année 1931, l'excès des naissances était donc tombé à 13.000, soit 0,4 % de l'ensemble. Il est évident le vieillissement de la population juive après l'exode des jeunes dans les années 1930 entraîna un abaissement encore plus grave du nombre des naissances.

Si nous retenons un accroissement par les naissances limité à 0,4 % jusqu'à l'année 1939 et que nous tenons compte de l'exode de 550.000 personnes, il est impossible de maintenir que le nombre des juifs vivant en Pologne au moment où éclata la guerre germano-polonaise atteignait le chiffre de 3 millions 1/4 de juifs ou davantage dans la Pologne de cette époque, chiffre qu'on a toujours présenté comme certain jusqu'à aujourd'hui. Selon notre calcul, ce chiffre ne devait pas être supérieur à 2.661.000.

Au cours des combats, on a établi à 31.216 le nombre des soldats polonais de confession israélite tués sur le champ de bataille⁵. Il ne restait donc plus que 2.630.000 juifs en Pologne. Maintenant, si l'on s'appuie sur la répartition géographique de la population juive établie par le

³ Gutachten des Instituts für Zeitgeschichte, München, 1958, p. 79-80.

⁴ Universal Jewish Encyclopedia, Vol. X, p. 33-36.

⁵ Ibid., Vol. VIII, p. 576.

recensement de 1931, on voit que l'Allemagne et l'Union Soviétique se sont partagé les 2,6 millions de juifs polonais de la manière suivante ⁶ : 61,1 % sous l'administration allemande soit 1.606.000, 38,9 % sous l'administration soviétique soit 1.024.000.

Comme, presque aussitôt après le début des hostilités, une défaite polonaise apparut comme certaine, de nombreux juifs se réfugièrent en Pologne orientale, laquelle fut occupée et annexée par l'URSS dans la seconde moitié de septembre 1939, à l'exception d'une petite partie du territoire polonais qui fut attribué à la Roumanie. Cet exode fut commenté en ces termes par le représentant des juifs de Lettonie au *Congrès juif mondial*, le rabbin Mordecai Murok, dans une conférence de presse qu'il tint à New-York le 29 mars 1946 :

« Il faut insister expressément sur le fait que plusieurs centaines de milliers de juifs polonais et d'autres juifs trouvèrent en URSS un havre de salut devant l'avance des nazis » ⁷.

A noter que se trouvaient parmi ceux-ci les premiers terroristes sionistes de Palestine et notamment l'actuel premier ministre d'Israël, Begin. Au cours du procès Eichmann, les juifs Zwi Patscher et Jacob Goldfine déclarèrent que les juifs allemands de Pologne passèrent en longues colonnes par quatre dans la partie du territoire occupée par les soviétiques. Toutefois, le chiffre de ces réfugiés juifs qui se précipitaient vers l'Est comme un fleuve humain n'a pas pu être établi clairement jusqu'à présent.

Quelques indications ont été données cependant dans une déposition devant une commission d'enquête de la Chambre des Représentants les 22 et 23 septembre 1954, lors de laquelle divers représentants d'organisations juives firent un témoignages sous serment sur cette question ⁸.

⁶ *Ibid.*, p. 577.

⁷ Wintzek, Bernhard C. *Unsere Väter waren keine Verbrecher*, Asendorf, 1975, p. 61.

⁸ Rassinier, Paul. *Zum Fall Eichmann : Was ist die Wahrheit ?*, Leoni, 1963, p. 99, trad. allemande de *Le véritable procès Eichmann*.

L'ancien rédacteur adjoint du journal soviétique, *Der Stern*, Herschel Weinrauch, qui occupait un poste à Bialystock dans l'administration civile de la zone soviétique pendant l'année 1939, dépose notamment :

« Au printemps de 1940, tous les réfugiés juifs furent mis en demeure de choisir entre l'adoption de la nationalité soviétique ou leur retour dans la zone d'occupation allemande. En raison du traitement barbare que les soviétiques leur infligeaient, la presque totalité des réfugiés juifs, à peu près sans exception, choisirent le retour sous la souveraineté allemande. Mais peu après, ceux qui avaient déclaré ce choix furent arrêtés par les soviétiques et transférés en Sibérie. A Bialystock seulement se trouvaient de 50.000 à 60.000 juifs. Dans l'ensemble, les Soviets ont arrêté environ 1.000.000 de réfugiés juifs du centre et de l'ouest de la Pologne et les ont expédiés ainsi. » Un autre témoin Bronislaw Teichholz, Président du Comité International pour les réfugiés juifs des camps de concentration de 1945 à 1952, confirma les déclarations de Weinrauch. Il travaillait en 1940 à Lemberg où se trouvaient environ 50.000 réfugiés juifs qui avaient choisi le retour dans la zone allemande. Tous furent déportés par les Soviets qui entassèrent de 70 à 80 personnes par wagon, et leur firent prendre la direction de la Sibérie. Lui aussi mentionna le chiffre d'un million de réfugiés juifs expédiés en Sibérie.

Un troisième témoin Adolph Held, Président du Comité juif du travail, produisit par l'intermédiaire de son adjoint Jacob T. Zuckerman une déclaration sous serment, dans laquelle il mentionnait également le chiffre d'un million de juifs polonais qui s'étaient réfugiés vers les territoires de l'Est.

Un autre témoin Henry Edward Schultz, Président de l'*Antidefamation League B'nai B'rith* émet toutefois l'opinion que Staline avait envoyé seulement 600.000 réfugiés juifs dans les camps de travail de Sibérie. Chiffre qui

⁹ *Treatment of Jews by the Soviet*, 17th Interim Report of Hearings before the Select Committee on Communist Aggression, House of Representatives, 83rd Congress, N. Y., 1954, p. 40-61.

est aussi celui qui a été publié par le Gouvernement polonais exilé à Londres. Il existe encore d'autres sources qui mentionnent des chiffres encore inférieurs, comme, par exemple, le statisticien juif soviétique J. Kulischer qui ne reconnaît que 530.000 « évacués »¹⁰.

Il est toutefois intéressant de constater que le *Joint Distribution Committee*, une grande organisation de secours juive, estimait au début de 1942 qu'il y avait environ 600.000 juifs polonais dans la Russie asiatique¹¹. La manière dont les Soviétiques ont déporté les juifs qui s'étaient enfuis de la Pologne de l'Ouest et du Centre peut être connue par le bulletin de cette organisation de juin 1943 :

« Entre un cinquième et un tiers des réfugiés moururent... Et qui n'a pas vu les milliers de tombes, principalement d'enfants, ne peut se représenter ce que fut cette épreuve »¹². Il s'en suit que de 750.000 à 900.000 de ces juifs subirent le transfert vers les camps de travail de Sibérie, qu'un cinquième à un tiers d'entre-eux par conséquent de 150 à 300.000 ont succombé pendant ce voyage et que 600.000 finalement arrivèrent à leur lieu de destination.

Il reste donc, que, au minimum, 750.000 juifs polonais se réfugièrent en Pologne de l'Est avant l'arrivée des Allemands. Mais, souvenons-nous que la Roumanie fut aussi une terre de refuge pour la masse des juifs angoissés. Des informations d'origine sioniste sur les juifs qui dans le territoire roumain passèrent sous le contrôle des Soviétiques, par suite de l'annexion de la Bukovine du nord et de la Bessarabie pendant l'année suivante (l'année 1940) permettent de conclure qu'environ 100.000 juifs polonais avaient trouvé refuge en Roumanie. La répartition effective des juifs polonais dans les différentes zones d'influence peut donc être déterminée ainsi : sous l'administration allemande il ne se trouvait donc plus que 750.000 juifs — sous l'administration soviétique il y en avait désormais 1.774.000, en-

¹⁰ Aronson, Gregor. *Soviet Russia and the Jews*, N. Y., 1949, p. 12.

¹¹ *Universal Jewish Encyclopedia*, Vol. VI, p. 176.

¹² Aronson, *Soviet Russia and the Jews*, p. 12.

fin en Roumanie s'étaient réfugiés 100.000 juifs. Ces chiffres nous permettent de retrouver le chiffre originel de 2.630.000. Ces chiffres provenant exclusivement de sources juives, polonaises et américaines, dont on ne peut soupçonner l'exactitude, montrent donc incontestablement qu'il ne restait plus que 750.000 juifs, environ, sous le pouvoir de l'administration allemande.

Un million trois quart des juifs de l'ancienne Pologne se trouvaient donc sous le pouvoir des Soviétiques sans qu'on puisse avoir de nouvelles sur eux : environ 1 million vivait comme citoyens soviétiques en Pologne de l'Est et, en outre, 750.000 réfugiés juifs polonais qui n'avaient pas voulu accepter la citoyenneté soviétique, avaient été transférés vers les camps de travail de Sibérie dans les conditions les plus inhumaines. Les pertes dû à ce transfert s'élevèrent au minimum à 150.000 personnes.

D'autres ensembles de juifs ont du pendant cette même année 1940 disparaître dans l'Union Soviétique, lorsque les pays baltes et certaines parties de la Roumanie furent incorporés aux Soviets. En ce qui concerne les Pays Baltes, nous disposons des chiffres suivants : sur la population juive — en Lituanie en 1923 vivaient 155.125 juifs — en Lettonie en 1935, 93.479 — en Esthonie en 1934, 4.302 — soit au total : 252.906 personnes ¹³.

Au moment de l'occupation soviétique, de ces pays, la population juive locale était devenue un peu moins importante car, comme l'*Institut d'Histoire Contemporaine* l'a constaté, ces pays avaient déjà subi un exode avant la guerre. Comme néanmoins l'accroissement de la population se maintenait dans ces territoires, il est vraisemblable que les Soviets devaient compter un peu moins de 225.000 juifs originaires des pays Baltes, lorsque ceux-ci acquirent la nationalité soviétique.

¹³ *American Jewish Year Book*, N. Y., 1940, Vol. 42, p. 602.

¹⁴ Hilberg. Paul. *The Destruction of the European Jews*, N. Y., 1973, p. 186.

¹⁵ Reitinger, Gerald. *The Final Solution*, N. Y., 1961, p. 497.

Le recensement roumain de décembre 1930 donnait pour la Bessarabie le chiffre de 204.258 juifs et pour la Bukovine de 92.492 ; dans cette dernière province 50 % des juifs étaient installés en Bukovine du nord et 50 % en Bukovine du sud. Par conséquent, en l'année 1940 lorsque les Russes occupèrent la Bessarabie et la Bukovine du nord les chiffres de 1930 donnaient un total d'environ 250.000 juifs. Mais avant la guerre pour les raisons mentionnées plus haut, une dizaine de milliers de juifs avaient émigré. Comme cependant la province des Sept Villes avait même pendant ce temps vu un léger accroissement de sa population juive (environ 10.000 personnes sur 148.649 en l'année 1939), les autres provinces durent être touchées d'autant plus par l'exode des juifs. Si, comme dans le cas des provinces baltiques, nous admettons une réduction du nombre des juifs de 10 % de 1930 à 1939, les diverses provinces de la Roumanie (à l'exception de la province des Sept Villes) durent subir une diminution de la population juive d'environ 15 %, par conséquent pratiquement autant qu'en Pologne. Dans le cas de la Bessarabie et de la Bukovine du nord on aboutit donc à une population de 213.000 juifs de nationalité roumaine. Si l'on compte les réfugiés juifs polonais qui séjournaient dans ces provinces de Roumanie, et en outre, les juifs polonais, qui au moment de l'occupation de la Bessarabie et de la Bukovine s'enfuirent du territoire roumain pour passer sur le territoire soviétique (les sources juives les évaluent à 65.000) ¹⁶, les Soviétiques ont ainsi acquis, en gros, environ 100.000 juifs polonais de plus, ce qui porte le total à 300.000. Ce chiffre correspond à peu près à celui qui est mentionné par les sources juives.

De cette manière la population juive de l'Union Soviétique qui, lors du recensement du 17 janvier 1937 s'élevait à : 3.020.141 personnes ¹⁷ s'accrut d'environ 2.000.000 de nouveaux résidents. Théoriquement, l'Union Soviétique aurait eu alors une population juive supérieure à 5.000.000

¹⁶ *American Jewish Year Book*, 1941, Vol. 43, p. 330.

¹⁷ *Ibid.*, 1944, Vol. 46, p. 501.

¹⁸ *Universal Jewish Encyclopedia*, Vol. IX, p. 670.

d'habitants et comprenant 1.874:000 juifs polonais, 225.000 juifs des Pays Baltes, 213.000 juifs roumains auxquels il faut ajouter les juifs de nationalité soviétique recensés, soit 3.020.141, l'ensemble formant un total de 5.332.141.

Ce chiffre total coïncide à peu près avec celui qui est donné par l'*Universal Jewish Encyclopedia* d'après lequel l'Union Soviétique, au moment de l'attaque du 22 juin 1941, ébergeait 5 millions 1/2 de juifs après que l'occupation des territoires voisins lui eût permis d'en acquérir 1,2 million en plus de sa population. L'*American Jewish Year Book* précise même que le chiffre de 5.000.000 est une « estimation » prudente¹⁹. Mais si les sources juives elles-même, chiffrent à 5.000.000 le nombre des juifs qui se trouvaient en Union Soviétique au moment du déclenchement des hostilités en 1941 (dans ce chiffre ne sont pas compris, bien entendu, ceux qui ont disparu dans le transfert en Sibérie de 1940) alors elles donnent en même temps une indication sur le nombre des juifs polonais qui sont tombés sous la domination allemande. En se fondant sur un accroissement naturel, la population soviétique originelle de l'Union Soviétique, avant juin 1941, aurait dû atteindre environ 3,1 millions de personnes, auxquelles il faut ajouter les populations juives provenant de Bessarabie, de la Bukovine du nord et des provinces baltiques (environ ensemble 440.000 hommes). Et nous arrivons ainsi au chiffre de : 3,54 millions. En retirant ce chiffre du nombre de 5.500.000 mentionné plus haut, il reste pour les juifs en provenance de Pologne 1.96 million, chiffre qui n'est pas sensiblement supérieur au chiffre de 1.874.000 auquel notre calcul précédent avait abouti. Puisque, au moment où se produisit la guerre entre l'Allemagne et la Pologne en septembre 1939, la Pologne avait moins de 2 millions 3/4 de juifs, on peut fixer, par conséquent, le nombre des juifs polonais qui se trouvèrent sous l'administration allemande à 750.000 personnes au maximum.

Une confirmation du fait que notre calcul aboutissant à 750.000 juifs polonais dans le territoire de l'ancienne Po-

¹⁹ *American Jewish Year Book*, 1941, Vol. 43, p. 319.

logne occupé par l'Allemagne, provient encore du *Joint Distribution Committee*. Cette organisation de secours juive internationale exerça son activité au début de la seconde Guerre Mondiale en Pologne avec l'autorisation de l'administration allemande et rapporta qu'en septembre 1940, elle eût à s'occuper de 630.000 juifs répartis entre plus de 400 villes et villages auxquels elle fournit du ravitaillement, des médicaments et des vêtements ²⁰. On peut en conclure qu'il n'y avait probablement pas un nombre très supérieur de juifs dans la Pologne occupée.

On peut donc se représenter schématiquement de la manière suivante la répartition de la population juive en 1940 :

En Pologne (août 1939)	2.661.000	juifs
En Union Soviétique (janvier 1939)	3.020.000	»
Dans les Pays Baltes (1940)	225.000	»
En Bessarabie et Bokovine du Nord (1940)	213.000	»
	<hr/>	
Total	6.119.000	»
Pertes dans l'armée polonaise	31.000	»
	<hr/>	
Reste	6.088.000	»
Juifs polonais sous contrôle allemand ..	756.000	»
	<hr/>	
Juifs sous contrôle soviétique en 1939-40	5.332.000	»
Disparus pendant le transfert en Sibérie	150.000	»
	<hr/>	
Juifs en Union Soviétique		
au milieu de 1940	5.182.000	»
Juifs transportés en Sibérie	600.000	»
Juifs établis dans les régions d'URSS		
non occupées	927.000	» ²¹
	<hr/>	
Juifs dans les territoires envahis		
de l'URSS	3.655.000	»

²⁰ *Universal Jewish Encyclopedia*, Vol. VI, p. 175.

²¹ Institute of Jewish Affairs. *Hitler's Ten-Year War on the Jews*,

Dans les autres pays d'Europe sous contrôle allemand il se serait trouvé en mai 1941 un chiffre de 2,3 millions de juifs ²². Si nous prenons en compte ce chiffre fourni par l'*American Jewish Committee*, qui n'a pas été examiné jusqu'à présent, nous arrivons à un total de 6,7 millions de juifs qui, au cours de la guerre, auraient pu tomber entre les mains des Allemands, soit 756.000 juifs polonais, 3.655.000 juifs résidant dans les territoires occupés de l'URSS, et 2.300.000 juifs vivant dans les pays européens occupés par l'Allemagne, soit au total 6.711.000 personnes.

(à suivre).

X X X

N. Y., 1943, p. 184, ce document mentionne 2.092.951 juifs comme la population qui vivait dans les territoires qui furent occupés par la suite. En retirant ce chiffre des 3.020.141 juifs établis en URSS en 1939, nous obtenons le chiffre retenu par nous de 927.190 juifs vivant dans les territoires de l'URSS qui n'ont jamais été occupés.

²² *American Jewish Year Book*, 1941, Vol. 43, p. 666.

Sur un article de la revue "Esprit"

M. Pierre Vidal Naquet, qui est, je crois, ethnologue, a publié dans la livraison de septembre de la revue *Esprit* une « réponse à Faurisson et à quelques autres », à propos de l'ouvrage récent de Serge Thion, *Vérité historique ou Vérité politique* qui prend position sur les principales thèses de Robert Faurisson (1). C'est un des rares commentaires sérieux et complets qui ait paru dans ce débat. Je suis peut-être injuste en écrivant cette phrase pour d'autres interlocuteurs, dont je ne connais pas les interventions. Mais l'article de M. Pierre Vidal Naquet est assez copieux et assez important pour qu'on en considère l'auteur comme un porte-parole qui a une excellente connaissance du dossier. Il a surtout cette originalité de ne pas se borner à l'indignation, mais de présenter une analyse et des arguments.

Je passe rapidement sur une bizarre introduction de M. Vidal Naquet qui croit éclairer le débat en rapprochant la thèse de M. Robert Faurisson niant l'extermination des juifs de celle d'un ethnologue récent qui nie le cannibalisme après une étude sur les tribus de Patagonie. Cette conclusion, dit-il, a été vigoureusement contestée par un ethnologue de grande autorité. La ressemblance ne me paraît pas aussi évidente qu'elle le paraît à M. Vidal Naquet. Si le chercheur qu'il cite se borne, après son enquête, à dé-

(1) Nos lecteurs de *Défense de l'Occident* savent déjà que Robert Faurisson, se fondant sur des documents industriels relatifs à l'utilisation du gaz **Zyklon B**, soutient que l'extermination massive des détenus dans des chambres à gaz n'a pu être possible et qu'elle est une légende de la littérature concentrationnaire, de même que le plan d'extermination des juifs dont les chambres à gaz devaient être le principal instrument.

clarer qu'il n'a pu trouver de preuves de cannibalisme dans les tribus de Patagonie, il me semble qu'on ne peut le réfuter que par une contre-enquête dont on exposera les preuves. Si, au contraire, il se fonde sur cette enquête limitée pour nier l'existence du cannibalisme en Afrique ou en Océanie, on peut l'accuser de précipitation et d'extension abusive d'un exemple limité. Dans le cas de M. Robert Faurisson, il ne semble pas qu'on ait réuni les éléments scientifiques d'une contre-enquête : et les conclusions qu'il propose ne sont pas une extension injustifiée, mais elles sont simplement le corollaire de son enquête, car on ne voit pas comment le projet d'une extermination massive aurait pu être réalisé en l'absence de l'instrument d'une extermination massive.

Cette comparaison préliminaire montre surtout que même les problèmes scientifiques qui ne mobilisent pas les passions contemporaines ne sont pas toujours abordés sans préventions. L'annonce qu'on n'a pas trouvé de preuves de cannibalisme sur les côtes de Patagonie devrait être accueillie avec une certaine sérénité. Qu'elle provoque de l'indignation et une contestation virulente nous invite surtout à conclure que les savants les plus éloignés des tribulations de ce monde ne sont pas toujours affranchis de leurs préjugés ou de la mauvaise humeur que provoque la contradiction des thèses qu'ils ont soutenues. Ce n'est pas tout à fait cette réflexion que M. Vidal Naquet voulait faire naître en écrivant cette introduction.

Passons donc sur ce prologue. Et voyons les arguments qu'on peut retenir de cette « réponse ». Qu'il soit bien entendu que les remarques qui vont suivre sont celles d'un lecteur et non d'un « spécialiste ». Je ne mérite en rien ce dernier titre, j'ai seulement essayé de lire avec soin et, autant que possible, avec impartialité.

Et d'abord, disons franchement que la lecture de l'article de M. Vidal Naquet déçoit. Il n'est pas une « réponse » à Faurisson, mais une « réflexion » sur Faurisson. Car Faurisson, premièrement, affirme que les chambres à gaz n'ont pas existé, point de fait sur lequel il faut lui opposer

non des raisonnements, mais des preuves, et deuxièmement, il en conclut que le plan d'extermination massive des juifs n'existait pas non plus, faute de moyen d'extermination massive, ce qui est un raisonnement qu'on peut détruire en montrant qu'il est faux. Or, sur le point de fait, M. Vidal Naquet n'apporte pas plus que les autres contradicteurs de Faurisson la preuve que le Zyklon B utilisé pour les « gazages » était un gaz volatil qui permettait de pénétrer dans le local « gazé » peu après la mort des victimes qu'on y avait entassées. Il ne détruit donc pas la première affirmation de Faurisson. Il en contredit surtout l'annexe, c'est-à-dire les conclusions de Faurisson sur le plan d'extermination des juifs et sur l'étendue de cette extermination.

En fait, l'article de M. Vidal Naquet est principalement une étude de *méthodologie* dans laquelle est inséré le rappel des documents qu'il faut connaître sur le « génocide » dont on accuse le régime national-socialiste. Les documents rappelés constituent un répertoire sommaire, en général assez connu, mais cette documentation est pauvre et contestable sur les chambres à gaz. L'étude méthodologique, plus nourrie, est à côté du problème, car elle ne présente les faits eux-mêmes que par une sorte d'éclairage indirect, son objet étant de mettre en lumière les procédés sommaires ou abusifs qui risquent d'égarer l'historien lorsqu'il s'agit de passer des documents à la reconstitution des faits : comme le montre assez clairement la liste des sous-titres utilisés par l'auteur dans son article (2).

Examinons pour commencer le rappel des documents que M. Vidal Naquet oppose aux conclusions de Faurisson.

(2) L'article est divisé en dix fragments intitulés : 1 - Du cannibalisme, de son existence et des explications qui en ont été données (p. 8-12) — 2 - De la Vieille Taupe (c'est le nom de l'éditeur du livre examiné) et des cannibales (p. 12-16) — 3 - De l'histoire et de sa révision (p. 16-20) — 4 - De la méthode révisionniste (p. 20-25) — 5 - Moscou, Nuremberg, Jérusalem (il s'agit des procès de Moscou, du procès de Nuremberg et du procès Eichmann) (p. 25-31) — 6 - Les comptes fantastiques de Paul Rassinier (p. 31-36) — 7 - La guerre des Juifs (p. 36-40) — 8 - De l'art de ne pas lire les textes (p. 40-46) — 9 - De Platon, du mensonge et de l'idéologie (p. 46-50) — 10 - Vivre avec Faurisson ? (p. 50-52).

en ce qui concerne le génocide. Cet examen nous amènera tout naturellement aux problèmes de méthodologie, car toute utilisation de document pose par elle-même des principes de méthodologie.

Les confessions de Hoess, commandant du camp d'Auschwitz, qui fut pendu à Varsovie, celle du lieutenant Gerstein qu'on trouva mort dans sa cellule de la prison du Cherche-Midi ont été l'objet de commentaires si contradictoires qu'on ne peut les présenter aujourd'hui comme des documents décisifs. M. Vidal Naquet semble hésiter, du reste, à les produire comme tels.

Parmi les autres documents figurent d'abord deux passages des *Discours secrets* d'Himmler devant les Reichsleiter et les Gauleiter, publiés en Allemagne en 1974, que l'on présente comme aveux de la volonté de génocide (3). Il est évident, que de tels documents sont à traiter avec de grandes précautions. Ils ont pour origine une prise de notes sténographiques, suivie d'une transcription plus ou moins exacte et plus ou moins authentique, aboutissant à une publication garantie seulement par le nom de celui qui l'établit. Ce sont là de nombreuses causes d'erreurs, d'omissions, d'additions incontrôlables et même de falsification.

Des journaux personnels ou des rapports sont moins exposés à la contestation. M. Vidal Naquet rappelle le rapport rédigé par Richard Korherr, inspecteur SS pour les questions de statistique, duquel il retient deux chiffres, celui de 2 millions 1/2 de juifs « évacués » à la fin de mars 1943, terme que M. Vidal Naquet comprend comme un synonyme de « tués », sans toutefois citer la phrase allemande ainsi traduite, et d'autre part, celui d'une diminution de 4 millions 1/2 de la population juive d'Europe à la même date (4). Une étude statistique récente dont nous commençons ici même la publication donne de ces chiffres, qu'elle confirme, une interprétation qui n'aboutit nullement à consolider la thèse du génocide (5). Le second témoigna-

(3) Pages 15 et 24.

(4) Pages 34 et 35 et note de la p. 35.

(5) Voir l'article « Etude sur les juifs de Pologne et d'URSS », p. 37 et suiv. du présent numéro.

ge cité est le journal du médecin Johann Paul Kremer qui fut affecté au camp d'Auschwitz du 30 août au 18 novembre 1942. A ce titre, le Dr Kremer eut à soigner de nombreux typhiques et il dut assister à des exécutions de détenus fusillés dans le camp qu'il appelle tantôt des « exécutions » et tantôt des « actions spéciales ». Ce témoignage est celui d'un homme qui parle sans haine, avec objectivité et même, en général, avec une sorte de froideur. Il est important pour décrire la brutalité des Allemands et la liquidation par fusillade des déportés malades et à bout de force, ceux qu'on appelait les « musulmans ». Mais, si j'ai bien compris l'analyse qu'en donne M. Vidal Naquet, le journal du Dr Kremer ne parle pas de « gazages », ne contient pas le terme de « chambre à gaz », et le Dr Kremer ne parle de celles-ci qu'en 1947 dans une déposition faite cinq ans plus tard par conséquent, dans laquelle il en fait mention pour la première fois (6).

Un document qui paraît plus impressionnant encore est cité en passant dans un paragraphe consacré aux omissions de Rassinier et d'Arthur Butz. Il s'agit, dit M. Vidal Naquet, « des documents écrits par des membres du *Sonderkommando* d'Auschwitz, cachés par eux et retrouvés après la guerre, documents donnant une description précise et concordant avec tout ce qu'on sait par ailleurs du fonctionnement des chambres à gaz » (7). Il est dommage que M. Vidal Naquet ne donne pas à cet endroit des précisions plus étendues. Sur ce document qui paraît capital dans ce débat, il se borne à renvoyer à une édition due au Musée d'Oswiecim en Pologne et à une traduction anglaise. Cette brièveté est regrettable.

Il en est de même d'un autre document significatif que M. Vidal Naquet se borne à citer en note comme un exemple de « mensonge pur et simple » (8). Je cite la note de M. Vidal Naquet : « Faurisson écrit (p. 111) et Thion confirme (p. 38, n. 31) qu'aucune expertise d'une chambre à gaz n'a été faite. C'est faux : j'ai sous les yeux la traduc-

(6) Page 45.

(7) Page 23 et note 37.

(8) Page 22, note 36.

tion d'une expertise réalisée à Cracovie en juin 1945 sur les orifices de ventilation de la chambre à gaz de Birkenau (crématoire n° 2) sur vingt-cinq kilos de cheveux de femmes et sur les objets métalliques trouvés dans ces cheveux. » Cette note est également trop brève et elle est énigmatique. Comment la chambre à gaz de Birkenau pouvait-elle être située dans le crématoire n° 2 qui est, en principe un bâtiment servant uniquement à l'incinération des corps ? Comment vingt-cinq kilos de cheveux ont-ils pu être prélevés dans les « orifices de ventilation » d'une chambre à gaz, qui auraient dû être hermétiquement clos pendant l'opération du « gazage » ? Ces dépôts n'auraient-ils pas été découverts plutôt dans les « orifices de ventilation » qu'il est naturel de trouver dans un ensemble de fours crématoires ? Dans un tel débat qui est malheureusement technique, ces précisions assez répugnantes sont pourtant indispensables.

Tels sont les principaux documents que j'ai pu relever dans l'article de M. Vidal Naquet sur le génocide et accessoirement sur le point précis du débat concernant les chambres à gaz. Est-ce à dessein qu'un des documents qu'on peut regarder comme important en cette discussion n'ait pas été pris en compte par M. Vidal Naquet, mais publié par la revue, immédiatement après son article, sous la signature de M. Pitch Bloch, ingénieur chimiste de l'École Polytechnique Fédérale de Zürich ? Il s'agit d'une description, non signée et non décrite, parvenue en 1944 entre les mains de M. Bloch, relatant une opération de « gazage » dans le local habituellement désigné comme la « chambre à gaz » de Birkenau. Cette description n'ajoute rien aux descriptions citées et réfutées par Faurisson, elle n'en diffère que par sa grande précision. Le document est-il authentique ? C'est une première question. Est-il fiable ? Tout cela est à élucider. Est-ce en raison de ces ambiguïtés que M. Vidal Naquet a préféré laisser à quelqu'un d'autre le soin de le produire ? Le lecteur reste perplexe et son embarras n'est pas diminué lorsque l'ingénieur chimiste qui publie cette pièce décrit le Zyklon B comme un gaz « volatil », affirmation contredite par la notice d'utilisation de ce gaz qui est la principale pièce à conviction du dossier Faurisson (9).

(9) Le document produit par M. Pitch Bloch contient une inad-

La prudence de M. Vidal Naquet ne se borne pas à cette omission. Félicitons-le, en particulier, de n'avoir pas retenu le livre récent de Filip Müller : *Trois ans dans une chambre à gaz* auquel la LICRA a décerné un prix littéraire assez imprudent. Et aussi d'avoir parlé comme il convenait des élucubrations commerciales de Christian Bernadac, de Sylvain Reiner, de Jean-François Steiner (10), enfin d'avoir osé écrire — ce qui est encore aujourd'hui une opinion originale — que les méthodes de guerre des Alliés ont abouti assez souvent à des actions énergiques et peu recommandables (11).

Cet effort d'objectivité n'empêche pas le lecteur, s'il est un peu informé, de constater dans l'article de M. Vidal Naquet des réflexes méthodologiques qui suscitent quelques réflexions. Il est remarquable d'abord que, dans ce dialogue de sourds, chacun a ses témoins qu'il fait défiler à la barre et qu'il ignore les témoins de la partie adverse quand ceux-ci deviennent gênants. M. Vidal Naquet reproche à Serge Thion de ne pas citer une seule fois le rapport du statisticien Korherr, de ne pas tenir compte des chiffres cités par Hilberg, d'ignorer les documents du *Sonderkommando* d'Auschwitz, de passer sous silence l'expertise des cheveux de femme de Birkenau. Mais lui-même escamote la lettre du 19 août 1960 de Martin Broszat, directeur du très officiel *Institut d'Histoire contemporaine* de Munich, au journal *Die Zeit*, qui fut le premier, vingt ans avant Faurisson, à annoncer qu'aucune chambre à gaz n'avait existé dans les camps situés sur le territoire de l'ancien Reich (13). Il est aussi discret sur le rapport de la Com-

vertance, qui est peut-être une faute de transcription : la mention d'un camp Birkenwald qui semble un lapsus pour Büchenwald. Mais ce lapsus est aggravé par une référence à la « chambre à gaz » de ce camp, ce qui est une erreur manifeste s'il s'agit bien de Büchenwald.

(10) Page 17.

(11) Page 18.

(12) Page 34.

(13) Le Dr Martin Broszat admettait comme vraisemblable l'existence de chambres à gaz dans les camps situés dans les territoires occupés de Pologne dont l'enquête de l'*Institut* n'avait pu examiner les archives.

mission de la Croix-Rouge qui visita le camp d'Auschwitz en 1944 qu'il range cavalièrement parmi « ceux qui, de leur propre aveu, n'ont rien vu du tout », sans donner aucune analyse ni extrait de ce rapport qui fut pourtant publié à Genève en 1947. Et comment M. Vidal Naquet n'a-t-il pas entendu parler du livre pourtant très connu d'André Brisaud sur les SS (14), documenté par les confidences d'un des anciens chefs du SD, qui raconte cette anecdote extraordinaire, la visite de Kaltenbrunner en personne venant remettre des décorations militaires allemandes aux déportés d'Auschwitz qui avaient si merveilleusement imité de fausses livres sterling que les Allemands n'eurent pas le temps d'utiliser. Auschwitz était décidément un monde où tout était possible ! Mais alors, n'y a-t-il pas, de part et d'autre, une occultation instinctive, ou tout simplement méprisante, des témoignages, qui est, à elle seule, une introduction involontaire à cette analyse méthodologique qui est la principale matière de l'article ?

Il est remarquable, en effet, que les *pétitions de principe* que M. Vidal Naquet relève dans l'enquête de Faurisson et dans le raisonnement de ceux qui l'ont soutenu ont leur image inverse, mais analogue, chez leurs contradicteurs.

Je ne m'amuserai pas au jeu cruel de les relever. M. Vidal Naquet est certainement de bonne foi et animé par une conviction sincère. Cela n'empêche pas que toutes les propositions qu'il énumère (15) comme autant de « principes » erronés qui inspirent ses contradicteurs correspondent précisément à ce qui est mis en discussion. Car si M. Vidal Naquet relève six *a priori* du raisonnement qui relèvent du postulat que le plan d'extermination massive n'est pas prouvé, en revanche il est clair que les *a priori* de son propre raisonnement relèvent du postulat que le plan d'extermination massive est indiscutable et qu'il faut enquêter à partir de cette conviction. Il y a donc, dans l'un et l'autre camp, une disposition initiale inverse sur une question à laquelle seuls les historiens futurs répondront et qui, par

(14) Les Agents de Lucifer, Librairie Académique Perrin, 1975.

(15) Dans la division intitulée « De la méthode révisionniste », p. 20 et suiv.

conséquent, reste soumise au jugement de l'avenir. On pourrait faire une remarque semblable sur les méthodes qu'il stigmatise. Nous avons déjà vu que chaque partie avait ses témoins. Ce n'est pas assez. Ces remarques sur les témoignages nous rappellent aussi qu'en tout procès on écoute en haussant les épaules les témoins produits par l'adversaire. Et ainsi M. Vidal Naquet nous enseigne cette vérité, hélas, commune, que la discipline scientifique ne mène pas toujours vers les eaux calmes et profondes de l'objectivité.

De telles remarques débouchent, d'ailleurs, sur une méthode de lecture qui n'est pas un détail dans ce débat, mais une pièce importante de l'appareil à travers lequel on déchiffre le passé. Reprenant une « analyse » de Mme N. Fresco dans *Les Temps Modernes* qui n'est rien d'autre qu'une spirituelle série d'épigrammes, M. Vidal Naquet signale, lui aussi, comme une étrangeté déconcertante ce principe émis par Faurisson à propos de ses études littéraires sur Rimbaud et Lautréamont : « Les textes n'ont qu'un sens ou il n'y a pas de sens du tout. » « Absurdité palpable » pour la poésie, qui suggère et recherche les résonances, dit M. Vidal Naquet, mais acceptable, ajoute-t-il, quand il s'agit du « langage direct » (16). Mais, corrige-t-il aussitôt, cette bonhomie ne s'applique pas à l'histoire qui a pour mission de « décrypter ».

Cette remarque nous entraîne loin. Car il est supposé, et même proposé comme un axiome, que les documents sont toujours menteurs, car ils sont rédigés en langage codé. Le travail de l'historien consiste donc d'abord à *décoder*. Le circuit du raisonnement apparaît ici très nettement en filigrane. On pose d'abord comme en évidence la volonté de génocide. On déclare ensuite que cette volonté de génocide est tellement atroce qu'on ne doit pas s'attendre à ce qu'elle soit jamais exprimée dans un ordre, une circulaire ou une instruction. On en conclut qu'il faut la découvrir dans des *équivalents*, des *euphémismes* que l'historien doit traduire en « langage direct ». Est-il venu à l'esprit des historiens

(16) Pages 42 et 43.

qu'on risquait de ne rien démontrer du tout si l'on commençait par poser comme une évidence indiscutable servant de base à toute recherche ce qu'il s'agit, en réalité, de rechercher objectivement.

Cette méthode de lecture aboutit à des interprétations contraires et à des discussions qui sont souvent sans issue. Celles-ci ont lieu le plus souvent sur la traduction des textes qu'on retient. Quand les uns rencontrent le mot allemand *ausrotten*, ils le traduisent par le mot français « extermination ». Pour les autres, ce même mot doit être pris dans son sens littéral qui est « déraciner ». C'est une bifurcation capitale : chacun prend à droite ou à gauche selon sa conviction. Pour les uns, ce mot *ausrotten* conduit au génocide, par conséquent aux chambres à gaz. Pour les autres, il s'agit de « transplanter » donc de transporter, d'installer ailleurs. Même difficulté pour traduire le mot « *Sonderbehandlung* ». C'est un « traitement spécial » disent les uns, ce qui veut dire une élimination. Les autres répondent que « *behandlung* » signifie « attitude », « comportement », « conduite » et qu'il s'agit donc seulement d'un comportement particulier, concernant les déportés juifs ou les déportés malades, ce qui désignerait, selon eux, un triage. M. Vidal Naquet signale dans une note (17) des documents dans lesquels le mot *Sonderbehandlung* équivaut à « exécution ». C'est aussi le sens qu'on peut lui donner dans certains passages du journal de Kremer. Mais personne ne nie qu'il y ait eu des exécutions dans les camps. Peut-on dire que l'équivalence avec « gazage », chaque fois qu'on trouve ce mot, soit démontrée par ces exemples (18) ? Il en est de même des divergences sur le sens du mot *Sélection* qui, pour les uns, évoque un troupeau se dirigeant vers une « chambre à gaz », pour les autres la séparation entre ceux qui sont aptes au travail et ceux qui ne le sont pas. On enjolive tout cela d'interrogations indignées, ou encore d'émotion. C'est inévitable, on ne le comprend

(17) Page 15, note 16.

(18) Malgré la discussion de Vidal Naquet sur l'interprétation d'un passage de Kremer par Faurisson (p. 44).

que trop. Mais cela ne résout pas les obscurités des vocabulaire.

Le « décodage » recommandé par M. Vidal Naquet risque donc fort d'aboutir à un procès de tendance. Si vous donnez aux mots un sens qu'ils n'ont pas, disent les partisans de Faurisson, vous affabulez. Si vous ne les acceptez pas avec ce sens second, disent les adversaires de Faurisson, vous mentez, et vous faites « l'apologie du crime par dissimulation du crime » (19) : accusation grave qui est un appel discret au Ministère Public.

Il ne faut pas s'étonner, dans ces conditions, si les reproches que se font les deux camps sont aussi interchangeables que les pétitions de principe qui ont été relevées plus haut. Tous les griefs que M. Vidal Naquet rassemble dans sa conclusion reprennent à peu près mot pour mot le réquisitoire de Rassinier, de Faurisson et d'Arthur Butz contre les historiens qu'ils appellent « exterminationnistes ». Lorsque M. Vidal Naquet caractérise leur raisonnement en le décrivant comme « un discours qui remplace le réel par le fictif » (20), il a l'air de paraphraser le titre du livre d'Arthur Butz, « la mystification du XXème siècle ». Plus loin, les thèses des historiens qu'on appelle « révisionnistes » sont sommairement définies comme « un mensonge total » (21). C'est à peu près l'expression employée par les publicistes d'extrême-droite qui se sont réunis aux Etats-Unis quand ils parlent de la littérature concentrationnaire. Enfin, quand M. Vidal Naquet, mentionnant l'ouvrage consacré à l'affaire Dreyfus sous le pseudonyme de Dutrait-Crozon considère qu'il exprime l'entêtement de « tout un courant minoritaire enfoncé dans son idéologie sectaire » (22), est-ce qu'on ne peut pas se débarrasser de la même manière de l'obstination de ceux qui aujourd'hui font coïncider leur histoire de la guerre avec un acte d'accusation contre le régime de l'Allemagne en guerre ?

(19) Page 50.

(20) Page 47. Le titre du livre d'Arthur Butz, édité aux Etats-Unis, en anglais, **The Hoax of the XX th Century.**

(21) Page 48.

(22) Page 49.

Est-ce qu'il n'y a pas dans ces discussions passionnées, même lorsqu'elles se présentent comme des contributions à la vérité historique, une part de prévention ? Presque tous les historiens qui ont soutenu la thèse de la volonté d'extermination des juifs sont eux-mêmes des intellectuels juifs. Même si l'on estime naturelle et fondée leur hostilité au national-socialisme, peut-on les regarder comme des juges impartiaux ou simplement comme des rapporteurs désintéressés ? Un bon nombre de ceux qui soutiennent la thèse contraire sont des nationalistes allemands ou d'anciens nationaux-socialistes, ou des hommes qui refusent de condamner sans examen le national-socialisme. Ceux-là aussi sont des esprits prévenus. Ils transportent dans leur vision de l'histoire leurs sentiments et peut-être leurs illusions. Mais alors à qui peut-on faire confiance ? Où sont les hommes qui se lèveront pour porter un témoignage impartial, les historiens nouveaux qui préfigureront peut-être la révision que l'histoire fera certainement demain ?

Comment ne pas répondre à cette interrogation sans désigner les hommes que M. Vidal Naquel interpelle ? Quel intérêt avait Paul Rassinier, résistant déporté, militant socialiste, revenu presque mourant d'un camp de concentration, sereinement installé dans un fauteuil de député, à détruire sa situation présente, à renoncer à l'avenir confortable qui lui était promis, à s'exposer à la calomnie, aux persécutions, à la haine ? Quel intérêt pouvait avoir Arthur Butz, paisible mathématicien américain, éloigné non seulement de nos passions, mais de toute activité politique, à dénoncer comme une imposture ce que tout le monde regardait comme la vérité, à y consacrer une partie de sa fortune, à affronter les déboires que son livre lui a attirés ? Pourquoi Robert Faurisson, à demi-Anglais, élevé dans le respect de la Résistance, étranger à toute germanophilie, a-t-il abandonné ses pantoufles paisibles de professeur à l'Université de Lyon pour accepter le poids et les tribulations d'une rectification de l'histoire qui aurait dû le laisser parfaitement indifférent ? Et que dire de Serge Thion, ancien marxiste, gauchiste, lecteur enthousiaste de *Libération*, qui vient rejoindre volontairement ces excommuniés de la pensée ?

Pourquoi tant d'hommes jeunes, étrangers aux passions qui brouillent peut-être nos regards, acceptent-ils de sacrifier leur carrière et leur tranquillité pour apporter une contradiction qui dérange si audacieusement les certitudes paisibles d'une opinion moutonnaire ? Pourquoi ?

M. Vidal Naquet ne se préoccupe pas dans son article de cette étrange entrée en scène de l'impartialité. C'est pourtant un aspect important de cette contestation qui l'indigne. Certes, il est en droit de relever chez ces contradicteurs des expressions exagérées, des généralisations imprudentes. Ils n'ont pas tous cette prudence feutrée des universitaires chevronnés, ils ne portent pas tous sur leur manche les chevrons et les écussons de la hiérarchie académique. Rassinier n'était peut-être pas ce que M. Vidal Naquet appelle un « lecteur philosophe ». Un ethnologue éminent peut regarder peut-être ce professeur de C. E. G. comme un vanu-pied de la pensée. Cela n'enlève rien à la gravité de ces voix imprudentes qui s'élèvent dans le silence et la réprobation.

M. Vidal Naquet termine son article par cette phrase célèbre de Chateaubriand, qui lui servait de consolation, dit-il, dans ses moments d'épreuves : « Lorsque, dans le silence de l'abjection, on n'entend plus retentir que la chaîne de l'esclave et la voix du délateur, lorsque tout tremble devant le tyran et qu'il est aussi dangereux d'encourir sa faveur que de mériter sa disgrâce, l'historien paraît, chargé de la vengeance des peuples. » Cette phrase, que, dans sa préoccupation univoque, il n'applique qu'à lui-même et à ses amis, comment n'a-t-il pas pensé qu'elle pouvait être revendiquée aussi par ses contradicteurs ?

Maurice BARDECHE.

LA PENSÉE DE GIORGIO FREDA.

VALEUR ET LIMITES d'une HYPOTHÈSE STRATÉGIQUE

Jusqu'à présent, nous avons délibérément mis l'accent sur le danger de déviation nationale-bolcheviste contenu en germe dans la stratégie révolutionnaire unifiée de Giorgio Freda. Ce n'est pas que nous obéissions à ce réflexe « bien-pensant » dont Francesco Ingravalle a fait le judiciaire procès (1), à ce blocage psychique qui, souvent, interdit aux hommes de droite toute forme d'ouverture intellectuelle aux thèses de « l'extrémisme opposé ». Notre mobile était plus exactement une instinctive méfiance envers tous ceux qui, n'envisageant comme orientation existentielle que la « volonté de puissance » (avec tout ce qu'elle véhicule d'ambiguïtés), seront inévitablement tentés de collaborer avec un éventuel envahisseur de l'Europe occidentale, une fois que les nécessités de la guerre et de l'occupation auront relégué à l'arrière-plan les positions purement théoriques pour ou contre le communisme (2).

Le moment nous semble toutefois opportun de souligner aussi la valeur historique d'une hypothèse de travail dont les limites, par ailleurs, sont imputables à des difficultés doctrinales que nous aimerions voir aborder avec plus de rigueur par les théoriciens du nationalisme révolutionnaire. Nous avons contracté envers Giorgio Freda une sorte de dette d'objectivité dont nous souhaitons régler aujourd'hui une partie, en reconnaissant notamment qu'il est da-

(1) Pour une analyse du mouvement révolutionnaire en Italie, in *Totalité*, décembre 1979. Cette revue diffuse les textes de Giorgio Freda et ceux qui lui sont consacrés. Adresse : B. P. 141 — 75263 Paris Cedex 06.

(2) Voir notre tribune libre *Le Salut par les Russes ?*, in *Jeune Nation Solidariste*, 31 juillet 1980.

vantage un « révolutionnaire inclassable » qu'un « nazi-maoïste », encore que, comme nous allons le voir, l'utilisation de cette étiquette pour désigner l'auteur de *La Désintégration du Système* n'est pas seulement due à la malveillance de la presse « bourgeoise » et s'explique également par un évident réseau d'affinités idéologiques.

Pour saisir la valeur historique de la stratégie révolutionnaire unifiée que Freda propose dès 1969, il faut retracer brièvement l'évolution du mouvement révolutionnaire au cours des années soixante, tant dans son filon marxiste que dans son filon non marxiste (3) aussi bien que dans ses concrétisations politiques de grande envergure (apogée du marxisme chinois) que dans ses explosions spontanées (Mai 68) et ses flambées groupusculaires (genèse du nationalisme révolutionnaire). À bien des égards, l'hypothèse de recherche stratégique de Freda se présente comme la récapitulation et le couronnement de cette évolution.

Les deux filons susdits du mouvement révolutionnaire ont toujours offert une complémentarité potentielle sur laquelle on a curieusement négligé d'insister. Le filon marxiste se caractérise à la fois par une grande rigueur doctrinale et l'insuffisance patente d'une exigence révolutionnaire que l'instrument critique (le « matérialisme historique ») limite d'emblée à un simple bouleversement des structures économique-sociales. Le filon non marxiste présente simultanément une exigence révolutionnaire de haut niveau (la transformation spirituelle de l'individu, la création d'un « homme nouveau ») et un flou idéologique étroitement lié au caractère spontané — nous dirions presque viscéral — de son expression. Cette dernière constatation vaut tout particulièrement pour la flambée néo-anarchiste de Mai 68. Son irrationalisme foncier a permis à certains de souligner, non sans raison, sa parenté avec certaines formes de fascisme. Pour inattendu qu'il soit, ce rapprochement n'en est pas moins légitime dans la mesure supplémentaire où le

(3) Cette désignation négative nous paraît la meilleure, les représentants de ce filon venant des horizons idéologiques les plus divers : anarchisme, fascisme, Droite chrétienne, Droite « néo-païenne », etc.

gauchisme véhiculait, à l'instar de certains fascismes, une obscure aspiration spirituelle, une soif d'absolu dont un Louis Pauwels ne pouvait que se gausser, mais qui a été perçue par des hommes aussi différents que Maurice Druon, Maurice Clavel et André Malraux.

Les années soixante ouvrent la voie à une actualisation de cette complémentarité virtuelle des branches marxiste et non marxiste du mouvement révolutionnaire. D'un côté, on voit se consolider un régime communiste (la Chine de Mao) où l'idéologie officielle, initialement rattachée au matérialisme historique, reconnaît l'importance de l'orientation mentale en tant que facteur explicatif de la structure économique sociale (4). Soulignons d'ailleurs au passage la cohérence du marxisme chinois qui a fait correspondre, à sa lutte permanente contre la mentalité individualiste, un combat planétaire contre l'impérialisme, ce dernier étant vu comme le strict équivalent de l'individualisme sur le plan collectif. De l'autre côté, on voit se propager, surtout parmi les groupes nationalistes révolutionnaires, la pensée de Julius Evola (5) dont la rigueur théorique vient combler la séculaire lacune d'une Droite radicale se complaisant dans des attitudes polémiques ou esthétisantes. Il était donc normal qu'apparaisse, à la fin de cette décennie décisive, au moins un homme de pensée et d'action qui assigne au mouvement révolutionnaire, par delà la diversité de ses origines idéologiques, un objectif unique : la destruction du Système, c'est-à-dire, pour reprendre la définition du linguiste Hjemlev, de

(4) En raison des relations bilatérales qu'il envisage entre l'*unterbau* et l'*überbau*, le marxisme chinois a été nommé marxisme dialectique, par opposition au marxisme « mécaniste » qui ne voit que le déterminisme unilatéral exercé par l'infrastructure sur la superstructure.

(5) Et, dans une moindre mesure, celle de René Guénon, métaphysicien d'une rigueur exemplaire dont certains ne veulent malheureusement pas entendre parler, parce qu'il a fréquenté la franc-maçonnerie, s'est converti à l'Islam, a souligné la supériorité intellectuelle de la pensée orientale sur la philosophie d'Occident, s'est marié selon le rite catholique alors qu'il était déjà initié au soufisme, etc., autant de prétextes qui attendent surtout l'étroitesse d'esprit de ceux qui les avancent. Dans nos multiples conférences, nous avons de surcroît prouvé qu'aucun de ces reproches n'était légitimement fondé.

l' « entité autonome » s'appuyant sur le réseau de « dépendances internes » constitué par l'individualisme, le capitalisme, l'impérialisme et, surtout, un type de civilisation dont on a fallacieusement fait « une sorte de critère de mesure (...) dans le cadre d'une historiographie qui fait siens des jugements de valeurs arrogants et méprisants » (6).

On peut toutefois s'interroger : comment se fait-il que la proposition de Freda ait eu somme toute si peu de succès ? Une autre décennie s'est en effet écoulée sans que sa stratégie révolutionnaire unifiée recueille l'attention qu'elle mérite, au moins à titre d'hypothèse de recherche. Il est un peu trop facile d'attribuer cela à un blocage psychique ou à une prévention « bien-pensante ». De même, nous ne partageons pas entièrement l'avis de ceux pour qui les « extrémismes opposés » sont uniquement une illusion savamment entretenue par le Système, dans le cadre de ce qu'on a nommé la « guerre occulte » (7). Pour ces pragmatistes, la solution de tous les problèmes réside dans la prise de conscience du fait que l'ultra-Gauche et l'ultra-Droite sont des « faux objectifs » (terme emprunté par Evola au lexique technico-militaire des artilleurs) destinés à consolider le pouvoir capitaliste pendant que les révolutionnaires abusés s'entredéchirent dans une lutte somme toute fratricide. Quand bien même ce serait le cas — et nous sommes disposés à le croire en partie —, il faut cependant se dire que toute stratégie, qu'elle soit révolutionnaire ou conservatrice, profite nécessairement de conditions idéologiques créées avant sa conception. La stratégie révolutionnaire unifiée de Freda n'échappe pas à la règle. Nous avons en

(6) Julius Evola : **Civilisations du temps et civilisations de l'espace**, in *Totalité*, été 1980, p. 6.

(7) Sur la « guerre occulte » et son arsenal tactique, voir Julius Evola : **Les Hommes au milieu des ruines**, Les Sept Couleurs, 1972, pages 181 à 200. Bien que toute civilisation traditionnelle ait aujourd'hui disparu, le but principal de la « guerre occulte », qui est le fait du Système, est de lutter contre la Tradition, en l'occurrence en neutralisant toute tentative de résurgence traditionnelle, même partielle et imparfaite. A l'heure même où nous écrivons ces lignes, l'attaque militaire lancée contre l'Iran par son voisin irakien en est une illustration manifeste, et vise à la déstabilisation de la révolution islamique.

effet vu qu'elle a été conditionnée par une certaine mutation de la conscience révolutionnaire tout au long des années soixante. La logique la plus élémentaire commande d'admettre que la contre-offensive du Système visant à intensifier l'illusion des extrémismes opposés s'enracine dans des conditions idéologiques préalables sur lesquelles il faut se pencher au lieu de se lamenter sur les provocations du Pouvoir.

Giorgio Freda a brûlé les étapes. Il a en quelque sorte mis la charrue avant les bœufs. Pour être en mesure de reprendre le flambeau du marxisme déclinant tout en intégrant l'acquis de sa critique anti-impérialiste et de sa « contre-culture », le nationalisme révolutionnaire doit développer une ontologie (une philosophie de l'Être) d'une rigueur inégalée. Il appert en effet que, conformément à la loi fondamentale de toute synthèse, l'intensité de l'élément moteur spirituel (exigence du nationalisme révolutionnaire) doit être proportionnelle au développement quantitatif de la base matérielle (en l'occurrence l'apport de la critique révolutionnaire « de gauche »). Or, contrairement à une opinion fort répandue dans les milieux nationalistes et vraisemblablement liée aux néfastes suggestions d'un irrationalisme douteux, l'intensité qualitative de l'orientation spirituelle ne s'oppose pas à la conceptualisation claire et à la formulation rigoureuse, mais est au contraire tributaire de celles-ci. Rappelons-nous l'heureux mot de José-Antonio : « l'action sans pensée n'est que barbarie ».

Une lecture approfondie de la littérature nationaliste révolutionnaire débouche sur le constat suivant : l'élaboration rigoureuse d'une ontologie n'est pas pour demain. Comment, dès lors, la suggestion de Freda aurait-elle pu trouver un écho sonore il y a dix ans ? On mesure d'ailleurs le travail doctrinal qui reste à faire lorsqu'on débusque, chez Julius Evola lui-même, un certain nombre de ces ambiguïtés que nous évoquions tout à l'heure et qui affectent le style d'action déductible de la philosophie de l'Être. A titre d'exemple et en guise de conclusion, nous émettrons quelques réflexions sur l'éventualité de la naissance d'un type nouveau de terrorisme, idée qui a défrayé la chronique estivale dans le sillage de l'attentat de Bologne.

Il n'est pas du tout exclu que ce dernier — et, d'une façon plus générale, la nouvelle vague de l' « euro-terrorisme » — soit une provocation du Système dans le cadre d'une stratégie continentale de marginalisation et de liquidation des « extrémistes » (8). Il est en effet pour le moins curieux que les retombées dudit attentat se soient répandues comme par enchantement au-delà des Alpes et aient servi à point nommé d'atmosphère favorable à la dissolution de la F. A. N. E. et à l'inculpation de son leader, Marc Fredriksen. Mais une autre hypothèse doit être examinée. Peut-être assistons-nous à la genèse d'un nouveau type de terrorisme, par delà les habituelles catégories de l'ultra-Droite et de l'ultra-Gauche, ainsi que la presse l'a insinué à plusieurs reprises durant l'été.

Certes, nous savons le peu de crédit qu'il faut accorder à la presse « bourgeoise ». Mais l'examen de l'hypothèse s'impose à nous dans la mesure où nous avons émis l'idée d'une « violence purificatrice » (9) et où — il ne faudrait pas l'oublier — l'attentat de Bologne a, comme tant d'autres, frappé des innocents, y compris des enfants. Il y a une responsabilité intellectuelle à assumer courageusement par ceux qui, d'une manière ou d'une autre, croient que toute construction implique une destruction. Nous sommes prêt à l'assumer plus que tout autre, afin que de mauvaises langues ne mettent pas à nouveau notre souci d'objectivité sur le compte d'une volonté sournoise de répandre partout la suspicion. Pour être clair, nous avons la certitude morale qu'aucun homme pétri de culture et d'éthique traditionnelles (comme l'est par exemple Freda) ne cautionnerait des attentats où une mort absurde donne rendez-vous à des innocents.

(8) Il n'est pas inutile de rappeler ici que l'idée d'une « marginalisation des extrêmes » a été lancée, il y a deux ans, par Valéry Giscard d'Estaing, avec le soutien journalistique de Louis Pauwels.

(9) Voir notre livre **Julius Evola, René Guénon et le Christianisme**, Editions Eric Vatré, 1978. Sur la « guerre sainte » comme concept **islamo-chrétien**, voir aussi notre brochure **La Révolution guénonienne** (Société d'Impressions Techniques, 1980) et l'article que nous avons écrit avec le professeur Roger-Guy Dommergue : **Islam, protège-toi de nous !**, in **La Pensée chiite**, août 1980.

Si l' « euro-terrorisme » aveugle et meurtrier résulte d'une stratégie provocatrice du Système, il confirme l'inhumanité de la démocratie dont le professeur Pierre Arnaud, célèbre spécialiste d'Auguste Comte, nous confiait un jour en substance qu'elle est le pire des régimes, celui où les plus monstrueuses injustices voulues et artificielles coexistent avec un humanisme aussi hautement qu'hypocritement proclamé. S'il découle en revanche d'une nouvelle stratégie révolutionnaire dont quelques théoriciens portent la responsabilité intellectuelle — y compris nous-même, ne serait-ce que pour l'avoir acceptée comme hypothèse de recherche —, il démontre alors une cruelle absence de maturité et une totale incompréhension de la notion de « violence purificatrice ». Il prouverait en l'occurrence cette réduction de la philosophie de l'Être à sa seule dimension de pure puissance qui, dans le cadre d'une ontologie tronquée et *ipso facto* évanescence, demeure la grande tentation du nationalisme révolutionnaire. Nous ne saurions assez répéter qu'elle pourrait aussi être son tombeau.

Certains ne manqueront pas d'objecter que nous posons une fausse alternative et que le terrorisme est nécessairement le fait d'une coalition entre le Système et l'ultra-Gauche, puisque c'est l'ultra-Droite (par exemple, en France, la F. A. N. E.) qui en subit les retombées répressives. Voici notre réfutation. A partir du moment où des éléments radicaux de l'ultra-Droite s'intègrent dans une stratégie révolutionnaire unifiée, aux côtés d'éléments tout aussi radicaux de l'ultra-Gauche, il est fatal qu'ils considèrent la F. A. N. E. et les mouvements apparentés comme des résidus groupusculaires qui doivent être éliminés sans scrupule, car ils contrarient beaucoup plus qu'ils ne favorisent l'œuvre de « désintégration du Système ». Par exemple, le racisme souvent primaire de ces groupes fait les délices de la démocratie qui y voit une occasion rêvée de réaffirmer sa doctrine égalitaire sans risque d'être intelligemment contredite. Il n'y a donc pas incompatibilité entre l'hypothèse d'un terrorisme unifié et la constatation qu'une certaine extrême-droite est, selon l'expression populaire, « le din-don de la farce. »

Quoi qu'il en soit, l'essentiel à retenir est ceci. En 1969, la stratégie révolutionnaire unifiée de Freda est venue couronner l'évolution décennale du marxisme chinois vers une sorte de tension métaphysique et la propagation croissante de la pensée de Julius Evola dont les conclusions anti-impérialistes renvoient à la géopolitique de Mao-Tsé-Toung. Dans la mesure où Evola s'est inspiré d'une historiographie développée en marge du fascisme et principalement due à des auteurs allemands, il était fatal que Freda se fasse traiter de « nazimaoïste », même si la presse « bourgeoise » a surtout usé de cette étiquette pour présenter l'auteur de *La Désintégration du Système* comme l'homme « au couteau entre les dents ». Freda est « révolutionnaire inclassable » dont la proposition stratégique est venue dix ans trop tôt. Même aujourd'hui, et au simple titre d'hypothèse de recherche, elle risque encore de n'être acceptée que du bout des lèvres, parce que l'orientation existentielle qu'elle suppose n'a pas encore pénétré les milieux nationalistes révolutionnaires militants. Elle ne peut le faire que par le biais d'une ontologie rigoureusement conçue et formulée, d'une conception de l'être à la définition de laquelle les théoriciens devraient s'atteler de toute urgence.

Daniel COLOGNE.

L'OCCIDENT-TAUPINIÈRE

« Ce n'est pas une petite chose que
« de savoir dormir ; il faut commen-
« cer par veiller tout le jour. »

Nietzsche.

Que ce soit dans le domaine du livre ou dans celui des médias, on a beaucoup parlé de « taupes » ces temps derniers et, dans l'actuel — et provisoire — contexte anti-soviétique, de « taupes » servant les intérêts de Moscou. Ce contexte qui mobilise jusqu'aux plus progressistes des progressistes a facilité la mise en évidence de l'appareil d'espionnage de l'U. R. S. S., simple confirmation pour les uns, « révélation » pour les autres.

Qu'est-ce qu'une « taupe » ? C'est un homme — ou une femme — qui partage les convictions qui sont celles du Goulag et de ses maîtres et qui, dans son propre pays, reçoit pour mission de monter au plus haut niveau dans sa profession ou dans sa fonction. Cette progression demande parfois plusieurs années, et lorsqu'elle a atteint le niveau souhaité, la « taupe » devient alors opérationnelle. Le danger que représente ce type d'espion vient du fait qu'il demeure strictement inconnu des services de contre-espionnage de son pays puisqu'il n'a jamais eu d'activités à caractère subversif et que son appartenance au système communiste reste un secret bien protégé.

Il continuera dans cette voie. Le qualificatif de « taupe » lui convient parfaitement car il passe pour un citoyen

brillant et irréprochable et qu'il est accepté, voire adulé, par certaine « élite » où il reçoit des appuis et des informations servant ses buts d'espion. Les cas notoirement connus de l'Anglais Kim Philby et du Français Georges Pâques sont des exemples de « taupes ».

Romans, livres d'histoire, émissions de radio et de télévision ont popularisé ce genre de personnage mais, question moins stupide qu'il n'y paraît à première vue, si ce procédé a été ainsi publiquement dévoilé, n'est-ce pas parce qu'il est usé ? Une telle publicité concernant des activités secrètes relatives à un pays orfèvre en la matière, n'est probablement pas due au seul hasard. Cette sorte de feu vert donné par Moscou a peut-être pour objectif de détourner l'attention des Occidentaux alors qu'un nouveau système d'espionnage est mis en place ? Cette publicité — rien n'est gratuit au K. G. B. — aura provoqué une psychose comparable à celle qui s'empara de nos compatriotes en mai 1940 au sujet des « parachutistes allemands » déguisés en prêtres ou en bonnes sœurs, c'est-à-dire, qu'elle permettrait un renouvellement des effectifs, ou un changement de méthodes de la part de la « centrale » moscoutaire. Dans le calme.

Il est en effet troublant de constater une telle unanimité pour montrer du doigt ce qui est resté si longtemps caché, de voir des communistes se mettre de la partie, et quand on sait à quel point le Kremlin n'aime pas que ses gens participent à des opérations gratuites aux yeux de ses maîtres, il est tout naturel de montrer certaine circonspection. Car il y a les « taupes classiques » — si l'on peut dire — et celles, beaucoup plus difficiles à déceler, qui effectuent, par exemple, un patient travail de désinformation, d'intoxication du grand public, et ce sous le couvert de « l'objectivité » de journaliste qui n'accepte ni censure ni auto-censure. On peut également évoquer les « compagnons de route » des communistes, savants, écrivains, artistes, sportifs qui, un temps durant, ont mené une idylle avec le P. C. ou avec le pouvoir soviétique. La plupart d'entre eux ont fait « amende honorable » et se sont joints spon-

tanément à la croisade anti-soviétique qui s'est développée à propos de l'Afghanistan, et c'est bien pour cela que cette croisade nous paraît suspecte. Il n'est que de lire le *Nouvel Obs'*, *Les temps modernes* ou *Télérama*, entre autres, pour voir ces « girouettes » — réelles ou supposées — à l'œuvre, et constater combien leur anti-soviétisme est aussi neuf que fragile. Si, demain, Moscou effectuait un geste de « bonne volonté » en enlevant de Kaboul une section de marmitons, il y aurait pas mal de revirements chez nos *fellow-travellers*, n'en doutons pas.

Le camarade-taupe.

Il ne faut évidemment pas tomber dans le piège consistant à voir des « taupes » partout comme il est devenu courant de voir des O. V. N. I. à chaque tournant de chemin campagnard. De même qu'il ne faut pas confondre tous les détenteurs d'une carte du P. C. avec des agents du K. G. B. Il en est du parti communiste comme des autres partis, il y a des naïfs tout juste bons à prendre des coups lors de manifestations de rues ou de séances d'affichages électoraux, mais lorsque le journaliste communiste Alain Guérin — grand pourfendeur de la C. I. A. et des services ouest-allemands de contre-espionnage — se dresse, rouge d'indignation, pour protester contre le fait que certains membres du parti donnent, comme on dit, un « coup de main » au K. G. B. (*Dossier de l'écran* consacré aux « Espions en sommeil », Antenne 2) est-il conscient que le parti auquel il appartient fut et demeure une *internationale* ? Il peut argumenter en disant notamment que le P. C. francophone s'est déclaré en désaccord avec Moscou lors de l'affaire tchécoslovaque en 1968, *mais quelle aurait été l'attitude des communistes si les soviétiques avaient perdu le pouvoir à Prague ?* Là est la question, par ailleurs. Si, d'aventure, ce type de désaccord était un jour confirmé malgré la perte effective d'un bastion soviétique là ou ailleurs, celle qui viendrait à l'esprit serait la suivante : *quelle est la raison d'être du P. C. ?* M. Guérin prend ses inter-

locuteurs — et les téléspectateurs — pour des imbéciles. C'est évident.

Plaçons-nous à présent dans la peau d'un militant communiste. Cet homme, en 1939, a lutté contre la « sale guerre » en diffusant l'*Huma* clandestine et ses consignes de sabotage ou, s'il était mobilisé, a peut-être suivi l'exemple de son chef de file, le déserteur Maurice Thorez. L'U. R. S. S. étant alors l'alliée du III^{ème} Reich, il ne pouvait être déjà question de lutter contre les Allemands. Après juin 1941, changement radical. Cette fois c'est l'U. R. S. S. qui est attaquée par ceux qui deviennent alors des « nazis », et, *ipso-facto*, notre militant se transforme en F. T. P. ou en agent de renseignement du type « orchestre rouge ».

L'après-guerre le voit tout puissant dans son quartier, mais cette puissance il sait qu'il ne la doit ni à de Gaulle, ni à Eisenhower, mais bien à Staline. Puis c'est la guerre froide. Notre militant redevient, peu ou prou, agent actif car il s'agit, une nouvelle fois, de défendre la « patrie des travailleurs ». Avec l'instauration de la « détente est-ouest », il n'aura plus à s'occuper que de « petites choses » telles que la révolte des ouvriers de Berlin-Est, la révolution hongroise comme, un peu avant, il a contribué à la liquidation de la guerre d'Indochine, et s'appête à en faire autant pour celle d'Algérie.

Il y a bien eu, entre temps, ce que l'on a appelé la déstalinisation, mais ses activités personnelles de militant ont toujours été calquées sur les directives du parti, un parti qui demeure de toutes manières aux ordres de Moscou. Depuis 1939, on lui a dit et répété que la ligne politique suivie était logique, et il le croit volontiers car les résultats sont là, à la fois encourageants et concrets : le communisme russifié a conquis un véritable empire et, en France, le parti est devenu un interlocuteur craint et écouté, un parti qui recueille entre 20 et 25 % des suffrages à chaque élection. Il est possible que l'ont ait demandé certains services « particuliers » à ce militant, au sein de ses activités professionnelles par exemple ou parmi celles de ses amis, et ces services il les a rendus car il sait qu'ils serviront, en définitive,

à faire triompher le « socialisme » ici et là. Pourquoi, d'ailleurs, ce militant refuserait-il brusquement de *collaborer* ? Il n'a aucune raison de refuser car sa conscience est celle d'un communiste, c'est-à-dire celle d'un véritable *soldat* qui doit obéir, primo, parce qu'il est compromis, secundo, parce qu'il ne veut pas avoir à renier les trois-quarts de son existence. Il est trop simple de qualifier ce genre de militant de « gogo », trop simple, et généralement faux. Il a pu hésiter, parfois, se poser des questions, éprouver certaine lassitude, mais, répétons-le, lorsque cet homme voit son nouveau chef de file, G. Marchais, devenir vedette des médias dans leur ensemble, Marchais, ancien métallo que l'on appelle *Monsieur* Marchais, lorsqu'il voit G. Séguy, en deux coups de téléphone, décider de la paralysie quasi-générale du pays, lorsqu'il voit, chaque automne à la fête de l'*Huma*, les plus grands noms des arts, des lettres et des sciences faire queue pour s'y produire, il ressent certaine fierté d'avoir contribué, même modestement, à cette spectaculaire réussite. Est-ce donc impensable, anormal, improbable ?

La IIème guerre mondiale : période « bénie ».

On dit généralement, et logiquement, que le grand vainqueur de la IIème guerre mondiale a été l'U. R. S. S. Non seulement sur le plan de l'extension de l'empire soviétique, mais aussi pour ce qui est de la reconnaissance officielle de l'U. R. S. S. au titre de « démocratie » puisqu'elle luttait au sein de la même « croisade » que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Cette image de marque lui a permis, ainsi qu'aux P. C. implantés en Occident, de se transformer en donneurs de leçons de patriotisme, en juges-arbitres dès lors qu'il s'agissait de liberté, d'égalité, de racisme, etc... Mais la IIème guerre mondiale a surtout permis au Guépéou, puis au N. K. V. D. de placer des « taupes » chez tous les alliés, en particulier, en Amérique et dans l'empire britannique tout entier. Le K. G. B., aujourd'hui, gêne encore ces nombreux réseaux baptisés, pudiquement, « culturels » ou « sportifs » selon les besoins du moment.

Sous Roosevelt, il était recommandé de collaborer avec les Soviétiques. Se sont alors instaurées des habitudes qui, dans les services secrets, ont longtemps résisté à l'épreuve du temps, voire à la guerre froide. La coutume qui voulait que l'on trinquât à coups de vodka et de bourbon à chacune des victoires remportées sur les Allemands ne fut pas abandonnée même quand la lune de miel américano-soviétique fut terminée. Pas par tous, du moins. L'U. R. S. S. avait eu toutes facilités pour recruter des agents, futures « taupes », qui, par conviction ou par intérêt matériel, continuèrent de collaborer avec Ivan. Parallèlement, et essentiellement en Europe occidentale, les systèmes de gouvernements mis en place en 1944-1945 étaient le fait d'hommes qui, peu ou prou, avaient « lutté contre le nazisme ». Cette atmosphère très favorable aux thèses émises par Moscou a tellement imprégné les esprits qu'aujourd'hui encore, ces anciens « compagnons d'armes » — réels ou supposés — se retrouvent au grand jour, lorsque l'occasion leur est fournie de manifester contre telle ou telle résurgence d'idées jugées dangereuses par eux-mêmes. Quitte, pendant ce temps, à oublier le Goulag et ses millions de détenus, sans parler des millions de morts. Cette sorte d'offensive tous « nazimuts » sert grandement la cause communiste, évidemment, et il ne serait pas surprenant qu'elle fût orchestrée depuis Moscou.

Il est notoire qu'à l'inverse, c'est-à-dire sur tous les territoires contrôlés par l'Armée rouge et la police soviétique, il n'existe pas de « taupes » occidentales, et il n'y aurait possibilité de le faire que si l'U. R. S. S. se libéralisait, en d'autres termes, si l'U. R. S. S. n'était plus l'U. R. S. S. M. Guérin peut parler d'une « peur permanente d'encerclement » éprouvée par le Kremlin, et qui expliquerait, selon lui, l'invasion de l'Afghanistan, entre autres, il faut être pour le moins jobastre pour croire à ce type de grossier subterfuge. Car cette « peur » a permis aux Soviétiques — ainsi qu'aux Chinois — d'étendre à un tel point leurs empires respectifs, que la carte du monde ressemble en cette année 1980 à une immense tache de sang, la couleur rouge étant celle, à la fois, du *sanguis* et du communisme, comme chacun sait.

Appelons les choses par leur nom : Joseph Staline eut le génie de prévoir l'après-guerre alors que celle-ci battait encore son plein et que ses alliés occidentaux se posaient des problèmes de caractère moral et idéaliste afin d'asseoir définitivement le monde sur des bases démocratiques. Staline eut l'immense chance de tomber sur un Roosevelt qui — tant pis pour les âmes sensibles — fut littéralement « amoureux » du satrape à la grosse moustache. Un Roosevelt malade physiquement. Que pesaient, en comparaison, un W. Churchill, faux acteur shakespearien au talent alimenté par l'alcool, un de Gaulle aux allures de faux-don Quichotte qui pensait que les mots et les discours remplacent des divisions blindées ? Rien. Staline n'avait besoin que du seul Roosevelt pour réussir à atteindre ses objectifs les plus lointains, et la suite des événements le prouva éloquemment.

Il existe, aujourd'hui encore, des staliniens et des rooseveltiens prêts à reprendre le « roman » en question, ne nous y trompons pas. M. Brejnev n'est peut-être pas un don Juan, mais il bénéficie aux yeux des Occidentaux progressistes de l'*aura* stalinienne, et ces amoureux transis ne demandent pas mieux que de revivre les « émotions » de leur jeunesse.

La « taupe » -intellectuelle.

Tous les gens qui se disent de gauche ne sont pas des « taupes », c'est évident. Nous avons seulement voulu exposer les *possibilités* offertes à ceux qui croient aux idéaux « marxistes » et assimilés, et qui veulent les servir de façon concrète. Là réside le danger, d'ailleurs. Il existe, certes, des « taupes » vénales ou motivées par autre chose qu'un attachement idéologique, mais dès qu'il est question d'une cause ou d'une autre — et celle-ci plus que d'autres — l'acte devient gratuit parce que provoqué par une foi, une croyance.

Ce qui apparaît parfois comme répréhensible aux yeux d'un gouvernement et d'un grand nombre de citoyens, ne

l'est pas à ceux des partisans convaincus. Avant même qu'il soit question d'idéologies dans l'histoire, il y eut des causes qui surent faire naître un esprit de sacrifice et d'abnégation chez leurs adeptes — exemples *ad libitum*. En ce qui concerne le communisme, c'est bien l'ensemble du monde qui est en péril, car la cause brandie comme un étendard de « guerre sainte » n'est qu'un impérialisme plus implacable qu'aucun autre, un impérialisme *intelligent* et non plus barbare et qui, plus que la résultante des écrits de Marx et Engels, est une résurgence historique des conquérants venus de l'Est au cours des âges.

Certains font la fine bouche devant les méthodes de propagande employées par Moscou, et disent qu'elles ne peuvent abuser que des primates. Erreur ! Il n'y a pas que des imbéciles pour adhérer au P. C. et le chant des sirènes du Kremlin a séduit nombre d'hommes dont le quotient intellectuel était au moins égal à celui des membres de certaine « élite » non communiste. Que ces hommes et ces femmes se trompent n'est pas l'important. L'important consiste dans le fait qu'ils entraînent derrière eux d'autres brillants sujets. Burgess, Mc Lean et Philby n'étaient pas des idiots, loin s'en faut, non plus leurs condisciples à Oxford ou à Cambridge durant les années 30. Fuchs et Pontecorvo, non plus. Il faut donc se garder de ne voir dans l'*homo marxistus* qu'un sous-homme, un robot. Dans l'idéal — appelons-le communiste pour simplifier — entre souvent un profond désir de nettoyer la société des miasmes divers qui se sont accumulés depuis que le Veau d'Or est devenu une sorte de dieu.

Ce n'est pas là une exclusivité communiste, nous le savons. Position simpliste que celle-là ? Assurément, car la victoire universelle du communisme ne changerait rien à l'état des choses : le capitalisme, de privé, deviendrait étatique. Le reproche qui est souvent adressé à ce type de communistes réside dans le fait qu'ils ne savent pas voir ce qui se passe de l'autre côté du rideau de fer. Ce à quoi ils répondent que le socialisme qu'ils prônent étant encore en cours de construction, il faut, au contraire, œuvrer encore et toujours pour qu'il triomphe partout, et, une fois ce

stade atteint, alors, et alors seulement, la condition humaine changerait ; que ce qu'ils font est fait, non pas pour eux-mêmes, mais pour les générations futures, etc...

On peut être, à la fois, intelligent et crédule, c'est bien connu. Si l'on abuse ces intellectuels communistes avec la vieille rengaine des « lendemains qui chantent », que dire de ceux d'en face qui croient à celle du « demain on raserà gratis » ? Vivre et mourir pour des idées exige, de toutes manières, une *virtu* assez peu répandue, quelles que soient les idées défendues. On peut plaindre ceux qui meurent, on peut à la limite s'en gausser, mais ceux qui profitent de ce genre de sacrifices meurent très âgés. Généralement. Et ce sont eux, et eux seuls, qui tirent profit de la chose.

Conclusion.

Il est évident qu'un service de contre-espionnage ou d'espionnage ne peut entrer dans ce type de considérations. Les seules subtilités qui y sont admises ont pour but de retourner la « taupe » de l'autre bord. Efficacité d'abord. Au cours de ce *Dossier de l'écran* consacré aux « Espions en sommeil » dont nous parlions, quelqu'un a émis l'hypothèse selon laquelle Kim Philby, s'il en avait exprimé le désir, aurait certainement été autorisé à revenir en Grande-Bretagne. Ce qui scandalisa quelques téléspectateurs. A la réflexion, et si l'on veut bien effacer la fausse image d'un capitaine Benoît-chef-dur-et-pur d'un IIème Bureau de cinéma, un service secret bien organisé tire toujours avantage de cette sorte de pardon, quand la « taupe » est quelqu'un de conséquent, bien entendu. Surtout à l'ère où l'appareillage électronique de détection et d'écoute est parvenu à un très haut niveau de sophistication, où les méthodes psychologiques ont atteint une quasi-perfection pour ce qui est de « faire parler » n'importe qui sans le concours d'une matraque. Un Kim Philby, vieilli, retrouvant les pages sportives du *Time* à l'heure du *breakfast*, habitude qu'il avait dû abandonner à Moscou, aurait démontré que l'empreinte

« socialiste », si forte soit-elle, ne résiste pas au temps, et qu'il n'est de bonne compagnie (communiste) qui ne se quitte. Mais il est des choses qui, même pour le *fair-play* britannique, restent, telles des arêtes de poisson, en travers de la gorge. L'Occident-taupinière est décidément un bizarre terrain de chasse où le chasseur n'est jamais tout-à-fait un chasseur, où le gibier n'est jamais tout-à-fait un gibier.

La taupe est un mammifère dont la peau est très prise par les fourreurs et les élégantes, il est vrai.

Michel PELTIER.

Le Gérant : Maurice BARDECHE

N° Commission Paritaire : 26501

Imprimerie Nouvelle — 79100 THOUARS

Dépôt Légal : Décembre 1980

En souscription :

JULIUS EVOLA

LE FASCISME vu de DROITE

suivi de **NOTES SUR LE TROISIEME REICH**

● **L'auteur :**

Julius Evola (1898-1974) est considéré comme le principal représentant contemporain, avec René Guénon, de la pensée traditionnelle en Europe. En cinquante ans d'activité, il a publié une trentaine d'ouvrages (dont neuf ont été traduits en français à ce jour) et d'innombrables essais et articles.

● **Le livre :**

Dans cet essai, Julius Evola étudie le contenu doctrinal du fascisme italien en faisant abstraction aussi bien des exaltations et idéalizations « nostalgiques » (phénomène de « mythologisation ») que d'un certain dénigrement systématique et aveugle. Le point de vue adopté par l'auteur est celui de la Droite au sens de la « grande tradition politique européenne », la Droite comme dépositaire de valeurs directement rattachées à l'idée de l'Etat authentique, des « forces et traditions qui agissent de manière formatrice dans un groupe de nations et parfois aussi dans des unités supranationales avant la Révolution Française. »

Sont ainsi successivement analysés : la doctrine fasciste de l'Etat ; les idées de nation et de patrie ; la question de la monarchie en Italie ; le parti unique ; le « ducisme » et le culte de la personnalité ; les institutions fascistes et la « Chambre des Corporations » ; la législation du travail de la République Sociale et le problème du « socialisme national » ; l'autarcie économi-

que ; le « racisme » et l' « antisémitisme » fascistes ; la signification profonde de l'Axe Rome-Berlin-Tokyo.

Le même point de vue se retrouve dans la deuxième partie du livre consacrée au national-socialisme, l'auteur s'arrêtant surtout sur les éléments qui différencient le national-socialisme du fascisme. Sont passés en revue : la notion de peuple-race ; le « prussianisme » ; le **Führer-Staat** ; la réforme nationale-socialiste de l'entreprise et de la paysannerie ; la question juive et les diverses théories racistes ; l'antichristianisme nazi ; la conception de l'Etat comme un Ordre ; la structure et l'idéologie de la S. S. ; l'idéal du Nouvel Ordre Européen.

Complémentaire des **Hommes au milieu des ruines** (Les Sept Couleurs, 1972), **Le fascisme vu de Droite** se présente comme une contribution décisive à la création d'une historiographie « traditionnelle » radicalement opposée aux schémas libéraux et marxistes.

Prix de souscription (jusqu'à fin février 1981) : 40,00 F. F. Parution : mars 1981. Prix de vente à partir de cette date : 65,00 F. F. Environ 250 pages.

Lecture complémentaire : **Pour en finir avec le fascisme**, par Daniel Cologne et Georges Gondinet (Cercle Culture et Liberté, 1977). Prix : 10,00 F. F. Port gratuit pour les souscripteurs.

TALON A REMPLIR

Nom :

Prénom :

Adresse :

Je souscris pour un (deux, trois...) exemplaires (s), et je joins la somme de Paiements à l'ordre de « Totalité » par mandats, chèques bancaires ou postaux.

C. C. P. 13 925 03 W Paris.

Souscriptions auprès de

« Totalité », B. P. 141, 75263 PARIS Cedex 06, France.

Le prix 1980 des Intellectuels Indépendants a été décerné le 10 décembre au cours d'une réception au Club Pernod, 90, Avenue des Champs-Élysées, Paris VIIIème à

Jean BUTIN
agrégé de l'Université

pour son livre paru aux Editions Horvarth :

« Henri BERAUD »

La longue marche de la « Gerbe d'or » au « Pain noir »

Le jury était composé des membres du Comité directeur de l'Union des Intellectuels Indépendants, dont 12 suffrages sur 15 exprimés sont allés au lauréat.

Nous rendrons compte dans notre prochain numéro de cet ouvrage qui a déjà reçu, un accueil encourageant de la critique.



Au numéro 116 (décembre 1980) de **MILITANT** :

EDITORIAL : LE REVEIL AMERICAIN — « LE MONDE », AU PILORI, par Pierre BOUSQUET — CHOMAGE ET NATALITE, par Pierre PAUTY — ECONOMIE : L'EUROPE, par Jean CASTRILLO — POLOGNE : LA BRECHE, par Jean RIBAILLIER — UNE MACHINATION (l'affaire FREDRIKSEN), par Jean DENIPIERRE — TEXTES ET LIBERTES, par François H. GERBAUD — INDO-EUROPÉENS, HYPERBOREE ET « CREPUSCULE DES DIEUX », par Daniel COLOGNE — NOTRE PROUDHON, par Bruno VIALA.

Spécimen en écrivant à « **MILITANT** », 44, Quai Jemmapes, 75010 PARIS. Joindre à votre demande 7 Frs en timbres poste.

Numéros anciens de Défense de l'Occident :

Première série (1948-1960) : chaque N° 21 Frs

Deuxième série (1960-1975) : chaque N° 21 Frs

Tarif spécial pour quelques numéros devenus très rares.

Complétez dès maintenant vos collections

Liste des numéros spéciaux de **Défense de l'Occident** actuellement en vente (chaque numéro fascicule : 21 Frs t. t. c.) :

L'Heure des paysans (1963).

La Jeunesse (1964).

Drames et problèmes de l'Afrique (1965), **prix spécial.**

Où mène le gaullisme (1967), **prix spécial.**

Crimes de guerre des alliés (1965).

L'Agression israélienne et les conséquences (1967).

Les Nouveaux communistes (1968).

Le Rideau de fer bouge (1968).

La Comédie de la révolution (1968).

Les Fascismes inconnus (1969).

Le Fascisme dans le monde (1970).

La croisade antibolchévique, fascicules I, II et III (1974).

La Droite vue d'en face (1975).

Vingt-cinq ans contre l'imposture (1978).

Le Souvenir de Robert Brasillach (1975).